

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2130

12 août 2014

SOMMAIRE

Abacus 2 S.C.A., SICAR	102201	Gartok	102194
Aerium Holdings France S.à r.l.	102199	German Ground Lease Finance III S.A. .	102194
Atrium Finance Europe S.à r.l.	102203	KBL Key Fund	102199
Belenos S.A.	102200	KGJ Investments S.A., SICAV-SIF	102216
Bluefin Capital S.A.	102195	Kheops Invest S.A.	102240
BPA International Selection Fund	102195	Lafayette S.A.	102239
Caluximo S.A.	102198	Lux 22 Starlight GBP S.à r.l.	102232
Carta Investments S.à r.l.	102198	Mimosas S.A.	102215
CBLUXIMO S.A.	102199	Montanus Investments S.A.	102198
CEP III Participations S.à r.l. SICAR ...	102200	Planet Pizza S.à r.l.	102196
CEREP Broadwalk S.à r.l.	102200	PS S.à r.l.	102196
China Designer Outlet Mall S.A.	102200	Reflex'it S.A.	102196
Commerce & Industry S.A.	102198	Rural Impulse Fund S.A., SICAV-FIS ...	102197
Conventum Asset Management	102215	Samaro S.à r.l. SPF	102196
Corylus S.A.	102202	S. à r.l. WUST Construction LUXEM- BOURG	102215
Crescent Point Energy Lux S.à r.l.	102195	SecureValue E.E.I.G.	102197
Draupnir S.A.	102202	Seminco S.A.	102197
E and E	102211	Simon Ivanhoe II S.à r.l.	102194
e-Kenz	102201	The Turquoise Fund	102195
e-Kenz	102201	Trinistar Manchester S.à r.l.	102232
Electrum Strategic Metals Eastern Europe S.A.	102202	White Dress S.A.	102206
ERE III fourteen S.à r.l.	102237	WRI Nominees Limited	102210
Etamine S.à r.l.	102202		

Gartok, Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.
R.C.S. Luxembourg B 129.813.

—
Rectificatif dépôt L140096162

Le bilan et l'annexe au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la société
Un administrateur*

Référence de publication: 2014081587/12.

(140096566) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2014.

Simon Ivanhoe II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 20.000,00.

Siège social: L-5365 Munsbach, 9, rue Gabriel Lippmann.
R.C.S. Luxembourg B 151.823.

—
Par résolutions signées en date du 5 juin 2014, les associés ont pris les décisions suivantes:

- Acceptation de la démission de Monsieur Jacob Mudde, avec adresse professionnelle au 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, de son mandat de gérant de catégorie A avec effet au 5 juin 2014.
- Nomination de Monsieur Jean-Philippe Gachet, né le 02 août 1956, à Strasbourg, en France, ayant pour adresse professionnelle 25A, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, en tant que gérant de catégorie A avec effet au 5 juin 2014 et pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*TMF Luxembourg S.A.
J. Mudde / R. Strietzel*

Référence de publication: 2014081138/17.

(140095129) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2014.

German Ground Lease Finance III S.A., Société Anonyme.

Capital social: EUR 31.000,00.

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.
R.C.S. Luxembourg B 141.523.

—
Extrait des résolutions adoptées lors de l'assemblée générale annuelle du 5 juin 2014:

- Le mandat de Mons. Daniel Bley, employée privée, résidant professionnellement au 2, Boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg, administrateur de la société, est renouvelé.
- Le nouveau mandat de Mons. Daniel Bley prendra fin lors de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2017 statuant sur les comptes annuels de 2016.
- Le mandat de Mme. Heike Kubica, employée privée, résidant professionnellement au 2, Boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg, administrateur de la société, est renouvelé.
- Le nouveau mandat de Mme. Heike Kubica prendra fin lors de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2017 statuant sur les comptes annuels de 2016.
- Mons. Eric-Jan van de Laar, résident professionnellement au De Entrée 99-197, 1101 HE Amsterdam, The Netherlands, est nommé administrateur de la société, en remplacement l'administrateur démissionnaire, Mons. Rolf Caspers, avec effet au 5 juin 2014.
- Le nouveau mandat de Mons. Eric-Jan van de Laar prendra fin lors de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2017.

Luxembourg, le 5 juin 2014.

*Signatures
Un mandataire*

Référence de publication: 2014081579/25.

(140096773) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2014.

Crescent Point Energy Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 3.000.000,00.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 168.820.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations. Luxembourg, le 5 juin 2014.

Référence de publication: 2014078979/10.

(140093893) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juin 2014.

Bluefin Capital S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1610 Luxembourg, 42-44, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 117.278.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Extrait sincère et conforme

BLUEFIN CAPITAL S.A.

Référence de publication: 2014078945/11.

(140094110) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juin 2014.

BPA International Selection Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 11, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 83.079.

Le bilan consolidé au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour BPA INTERNATIONAL SELECTION FUND

KREDIETRUST LUXEMBOURG S.A.

Référence de publication: 2014078951/11.

(140093473) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juin 2014.

The Turquoise Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1160 Luxembourg, 16, boulevard d'Avranches.

R.C.S. Luxembourg B 124.999.

EXTRAIT

L'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires tenue au siège social le 12 mai 2014 a adopté les résolutions suivantes:

1. L'assemblée a ré-élu comme Administrateurs jusqu'à la prochaine assemblée générale qui se tiendra en 2015:

- Monsieur Alexandre Labbe (demeurant en France, 17 Cours Valmy, 92987 Paris),
- Monsieur Benoni Dufour (demeurant au Luxembourg, 15 Op der Sank, 5713 Aspelt),
- Monsieur Lior Segev (demeurant aux Etats-Unis d'Amérique, 1251 Avenue of the Americas, New York, 10020),
- Monsieur Jean-Marc Stenger (demeurant en France, 17 Cours Valmy, 92987 Paris),
- Monsieur Olivier Germain (demeurant en France, 17 Cours Valmy, 92987 Paris).

2. L'assemblée a ré-élu Deloitte Audit, Société à responsabilité limitée, dont le siège social se situe a Luxembourg, 560 Rue de Neudorf L-2220, à la fonction de Réviseur d'Entreprises pour une période d'un an se terminant à l'assemblée générale ordinaire de 2015.

Pour The Turquoise Fund

HSBC Securities Services (Luxembourg) S.A.

Signatures

Référence de publication: 2014081220/22.

(140095551) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2014.

Planet Pizza S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2133 Luxembourg, 23, rue Nicolas Martha.
R.C.S. Luxembourg B 161.810.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour le gérant

Référence de publication: 2014080159/10.

(140094483) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 juin 2014.

PS S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 4.091.300,00.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.
R.C.S. Luxembourg B 124.482.

Suite à la modification de sa forme juridique et de sa dénomination en date du 27 janvier 2014, l'associé PS Holdco S.à r.l., avec siège social au 7A, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, est désormais une PS Holdco S.A.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 30 mai 2014.

Référence de publication: 2014080164/11.

(140094382) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 juin 2014.

Reflex'it S.A., Société Anonyme.

Capital social: EUR 31.000,00.

Siège social: L-9991 Weiswampach, 28, Gruuss Strooss.
R.C.S. Luxembourg B 131.757.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue à Luxembourg en date du 28 juin 2013 à 11 heures

Les actionnaires décident de renouveler les mandats des administrateurs et du commissaire aux comptes et ce jusqu'à l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2019.

Luxembourg, le 28 juin 2013.

Pour la société

Référence de publication: 2014080169/13.

(140094841) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 juin 2014.

Samaro S.à r.l. SPF, Société à responsabilité limitée - Société de gestion de patrimoine familial.

Capital social: EUR 2.465.325,00.

Siège social: L-1255 Luxembourg, 48, rue de Bragance.
R.C.S. Luxembourg B 23.905.

EXTRAIT

Il résulte des résolutions prises par l'associé unique de la Société en date du 5 juin 2014 au siège social que:

Suite à la réélection de tous les gérants sortants, leurs mandats se terminant lors de l'Assemblée statuant sur les comptes de l'exercice 2014, le Conseil de Gérance se compose de:

- Raf Bogaerts, administrateur de sociétés, avec adresse professionnelle au 48 rue de Bragance, L-1255 Luxembourg;
- Michel de Groote, administrateur de sociétés, avec adresse professionnelle au 48 rue de Bragance, L-1255 Luxembourg;
- Matthias Van der Looven, responsable financier, avec adresse professionnelle au 48 rue de Bragance, L-1255 Luxembourg.

A été réélu comme réviseur d'entreprises agréé, son mandat prenant fin lors de l'Assemblée qui se prononcera sur les comptes de l'exercice 2014:

- Ernst & Young S.A., ayant son siège social au 7 rue Gabriel Lippmann, Parc d'Activité Syrdall 2, L-5365 Munsbach

Référence de publication: 2014080205/20.

(140094727) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 juin 2014.

Seminco S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1143 Luxembourg, 15, rue Astrid.
R.C.S. Luxembourg B 125.042.

—
Extrait des résolutions prises à l'Assemblée Générale Ordinaire du 28 mai 2014

1^{ère} résolution:

L'Assemblée Générale décide de remplacer le Commissaire, la société anonyme A3T S.A., à compter de ce jour.

2^{ème} résolution:

L'Assemblée Générale décide de nommer comme nouveau Commissaire, avec effet immédiat, Madame Annabelle GIOVANARDI, employée privée, résidant professionnellement au 15, rue Astrid, L-1143 Luxembourg.

Le nouveau Commissaire poursuivra le mandat de son prédécesseur jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2017.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour SEMINCO S.A.

Référence de publication: 2014080215/17.

(140094981) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 juin 2014.

Rural Impulse Fund S.A., SICAV-FIS, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 11, rue Aldringen.
R.C.S. Luxembourg B 132.002.

—
Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale statutaire du 4 juin 2014

Il a été décidé:

- D'élire Mr Eric VAN DEN BOSCH, résidant professionnellement au 188A avenue de Tervuren, B-1150 Bruxelles en tant que membre du conseil de surveillance en remplacement de Mme Sissi FRANK, démissionnaire. Mr Eric VAN DEN BOSCH terminera le mandat de son prédécesseur.

- de réélire DELOITTE AUDIT, S.à.r.l. en tant que réviseur d'entreprises pour un nouveau terme d'un an, expirant à l'assemblée générale statutaire de 2015.

Certifié conforme et sincère

Pour RURAL IMPULSE FUND S.A., SICAV-FIS

KREDIETRUST LUXEMBOURG S.A.

Référence de publication: 2014080174/18.

(140094649) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 juin 2014.

SecureValue E.E.I.G., Groupement Européen d'Intérêt Economique.

Siège social: L-2324 Luxembourg, 7, avenue J.P. Pescatore.
R.C.S. Luxembourg D 96.

—
Extrait des résolutions prises par l'Assemblée Générale Ordinaire en date du 30 mai 2014

Il résulte du procès-verbal en date du 30 mai 2014, avec effet au 30 mai 2014 et pour une période indéterminée, les résolutions suivantes:

- Acceptation de la démission de Madame Mia Brunell Livfors en tant qu'administrateur de la Société

- Election de Monsieur Lorenzo Grabau, demeurant professionnellement à 18, Skeppsbron, 111 30 Stockholm, Suède, en tant qu'administrateur de la Société

- Prise en compte de la nouvelle adresse professionnelle de Madame Cristina Stenbeck, administrateur, au 18 Skeppsbron, 111 30 Stockholm, Suède.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 04 juin 2014.

Pour Secure Value E.E.I.G.

Réjane Koczorowski

Référence de publication: 2014080195/19.

(140094720) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 juin 2014.

Caluximo S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4281 Esch-sur-Alzette, 7, rue Portland.

R.C.S. Luxembourg B 139.321.

Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014078990/9.

(140093140) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juin 2014.

Carta Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 175.331.

Statuts coordonnés, suite à l'assemblée générale extraordinaire reçue par Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette, en date du 19 décembre 2013 déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, le 20 janvier 2014.

Référence de publication: 2014078967/11.

(140092949) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juin 2014.

Commerce & Industry S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1651 Luxembourg, 67, avenue Guillaume.

R.C.S. Luxembourg B 43.163.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

EASIT SA

Signature

Référence de publication: 2014079033/12.

(140094137) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juin 2014.

Montanus Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1233 Luxembourg, 2, rue Jean Bertholet.

R.C.S. Luxembourg B 61.518.

- Constituée en date du 03 novembre 1997 suivant acte reçu par Maître Jean-Paul HENCKS, notaire de résidence à L
- Luxembourg, publié au Mémorial, Recueil Spécial C n°83 du 9 février 1998;

- Statuts modifiés à plusieurs reprises et en dernier lieu en date du 12 octobre 2010 selon acte reçu par Maître Emile SCHLESSER, notaire de résidence à L - Luxembourg, publié au Mémorial, Recueil Spécial C n° 2854 du 29 décembre 2010.

Extrait du procès-verbal d'assemblée générale

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire de la Société qui a été tenue en date du 10 juin 2014:

que le mandat du réviseur d'entreprise que le mandat du commissaire aux comptes Ernst & Young, société anonyme établie au Luxembourg et inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg sous le numéro B.47.771 et ayant son siège social au 7, rue Gabriel Lippmann, Parc d'Activité Syrdall 2, L-5365 Munsbach, BP 780, L-2017 Luxembourg, venu à échéance, a été renouvelé jusqu'à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Le 10 juin 2014.

Pour la Société

Evgenia Matveeva

Référence de publication: 2014080986/22.

(140095827) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2014.

CBLUXIMO S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4281 Esch-sur-Alzette, 7, rue Portland.

R.C.S. Luxembourg B 139.320.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014079005/9.

(140093138) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juin 2014.

KBL Key Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 11, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 63.616.

Extrait des résolutions prises par l'Assemblée Générale Statutaire du 4 juin 2014

L'Assemblée décide de:

- réélire Messieurs Rafik FISCHER, Serge D'ORAZIO et Bernard JACQUEMIN, résidant tous les trois professionnellement 43, boulevard Royal L-2955 Luxembourg au poste d'administrateur jusqu'à l'assemblée générale statutaire de 2015.
- renommer, Deloitte S.à.r.l en tant que réviseur d'entreprises pour un nouveau mandat d'un an, se terminant à l'assemblée générale de 2015.

Extrait certifié sincère et conforme

Pour KBL KEY FUND

KREDIETRUST LUXEMBOURG S.A.

Référence de publication: 2014080043/16.

(140094058) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 juin 2014.

Aerium Holdings France S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 171.019.

1. AERIUM HOLDINGS S.A., a public limited liability company (société anonyme), incorporated and registered under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 6A route de Trèves, L-2633 Senningerberg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under section B number 96.764,

2. AERIUM PARTICIPATIONS FRANCE S.A., a public limited liability company (société anonyme), incorporated and registered under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 6A route de Trèves, L-2633 Senningerberg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under section B number 170.990

Pursuant to a sale and purchase agreement dated 31 May 2014, five hundred (500) shares of the Company issued and outstanding as of the date of the agreement, have been transferred from Aerium Participations France S.A. to Aerium Holdings S.A.

Consequently, Aerium Holdings S.A. became the sole shareholder of the Company.

Traduction pour les besoins de l'Enregistrement

1. AERIUM HOLDINGS S.A., une société anonyme constituée et régie sous le droit luxembourgeois, ayant son siège social au 6A route de Trèves, L-2633 Senningerberg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous la section B numéro 96.764,

2. AERIUM PARTICIPATIONS FRANCE S.A., une société à responsabilité limitée constituée et régie sous le droit luxembourgeois, ayant son siège social au 6A route de Trèves, L-2633 Senningerberg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous la section B numéro 170.990,

Conformément à un contrat de cession de parts sociales conclu en date du 31 mai 2014, cinq cents (500) parts sociales de la Société, émises et en circulation à la date du contrat, ont été transférées par la société Aerium Participations France S.A. à la société Aerium Holdings S.A.

Par conséquent, la société Aerium Holdings S.A. est devenue l'associé unique de la Société.

Référence de publication: 2014080421/29.

(140095803) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2014.

CEREP Broadwalk S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 130.425.

Les comptes annuels au 30 juin 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014079022/9.

(140093090) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juin 2014.

China Designer Outlet Mall S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1611 Luxembourg, 1, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 168.248.

Par la présente, j'ai l'honneur de vous informer de ma démission, avec effet au 14 mai 2014, de ma fonction d'administrateur de la société CHINA DESIGNER OUTLET MALL S.A., avec siège social sis au 1, avenue de la gare L-1611 Luxembourg et R.C.S. Luxembourg B 168.248.

Luxembourg, le 13 mai 2014.

Claude Schroeder.

Référence de publication: 2014078969/11.

(140093261) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juin 2014.

CEP III Participations S.à r.l. SICAR, Société à responsabilité limitée sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 127.711.

Il résulte des résolutions prises par l'associé unique de la Société en date du 30 mai 2014 que le mandat du réviseur d'entreprise Ernst & Young est renouvelé pour l'exercice de la Société s'achevant le 31 décembre 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 04 juin 2014.

CEP III Participations S.à r.l. SICAR

Un mandataire

Référence de publication: 2014079021/14.

(140093244) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juin 2014.

Belenos S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 12D, Impasse Drosbach.

R.C.S. Luxembourg B 155.859.

EXTRAIT

Par décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 5 mai 2014:

- Est confirmé avec effet immédiat, le renouvellement du mandat de Nationwide Management S.A. ayant son siège social 12D Impasse Drosbach, L-1882 Luxembourg n° RCS Luxembourg B99 746 comme Administrateur jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2018.

- Est confirmé avec effet immédiat, le renouvellement du mandat de Tyndall Management S.A. ayant son siège social 12D Impasse Drosbach, L-1882 Luxembourg n° RCS Luxembourg B99 747 comme Administrateur jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2018.

- Est confirmé avec effet immédiat, le renouvellement du mandat de Alpmann Management S.A., ayant son siège social 12D Impasse Drosbach, L-1882 Luxembourg n° RCS Luxembourg B99 739 comme Administrateur jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2018.

Luxembourg, le 5 mai 2014.

Pour Belenos S.A.

Référence de publication: 2014080501/20.

(140095700) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2014.

e-Kenz, Société Anonyme.

Siège social: L-5326 Contern, 2, rue Edmond Reuter.
R.C.S. Luxembourg B 137.536.

—
EXTRAIT

L'an deux mille treize, le 16 Mai à 11 heures, l'Assemblée Générale Annuelle des associés de la société E-Kenz SA, s'est réunie et a pris la résolution suivante:

L'Assemblée décide de nommer STATERA Audit SARL, avec siège social au 28 rue Henri VII, L-1725 Luxembourg, RCS B156148, comme commissaire de la société E-Kenz SA pour l'exercice 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 mai 2014.

Pour extrait conforme

Amal CHOURY

Référence de publication: 2014080376/16.

(140095554) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2014.

e-Kenz, Société Anonyme.

Siège social: L-5326 Contern, 2, rue Edmond Reuter.
R.C.S. Luxembourg B 137.536.

—
EXTRAIT

L'an deux mille neuf, le 22 Mai à 11 heures, l'Assemblée Générale Annuelle des associés de la société E-Kenz SA, s'est réunie et a pris la résolution suivante:

L'Assemblée décide d'accepter la cooptation de M. Arnaud LAMBERT, né le 10 mars 1968 à Ixelles en Belgique, comme administrateur de la société, et demeurant 14B Rue Charles Schwall, L-8093 Bertrange et pour une durée de mandat indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 mai 2014.

Pour extrait conforme

Amal CHOURY

Référence de publication: 2014080375/17.

(140095554) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2014.

Abacus 2 S.C.A., SICAR, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 31, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 173.426.

—
CLÔTURE DE LIQUIDATION

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire tenue le 6 juin 2014:

Résolutions:

L'assemblée a décidé:

de clôturer la liquidation,

que les livres et documents sociaux resteront déposés et conservés pendant cinq ans avec l'agent de domiciliation à son siège social, actuellement au 31, Boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg,

que les sommes et valeurs éventuelles revenant aux créanciers ou aux associés qui ne se seraient pas présentés à la clôture de la liquidation seront déposées auprès de Abacus Partners S.A., avec siège social au 31, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 6 juin 2014.

Référence de publication: 2014080381/21.

(140094610) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2014.

Electrum Strategic Metals Eastern Europe S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6D, route de Trèves.
R.C.S. Luxembourg B 161.611.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Un Mandataire

Référence de publication: 2014080637/10.

(140095293) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2014.

Corylus S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2120 Luxembourg, 16, allée Marconi.
R.C.S. Luxembourg B 159.008.

Les comptes annuels au 31 DECEMBRE 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCIAIRE CONTINENTALE S.A.

Référence de publication: 2014080603/10.

(140094963) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2014.

Draupnir S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 2-4, Avenue Marie-Thérèse.
R.C.S. Luxembourg B 183.022.

Les statuts coordonnés suivant le répertoire N° 1590 du 12 mai 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Jean-Paul MEYERS

Notaire

Référence de publication: 2014080616/12.

(140095288) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2014.

Etamine S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 44.000,00.

Siège social: L-1255 Luxembourg, 48, rue de Bragance.
R.C.S. Luxembourg B 98.426.

EXTRAIT

Il résulte des résolutions prises par l'associé unique de la Société en date du 5 juin 2014 au siège social que:

Suite à la réélection de tous les gérants sortants, leurs mandats se terminant lors de l'Assemblée statuant sur les comptes de l'exercice 2014, le Conseil de Gérance se compose de:

- Raf Bogaerts, administrateur de sociétés, avec adresse professionnelle au 48 rue de Bragance, L-1255 Luxembourg;
- Michel de Groote, administrateur de sociétés, avec adresse professionnelle au 48 rue de Bragance, L-1255 Luxembourg;
- Matthias Van der Looven, responsable financier, avec adresse professionnelle au 48 rue de Bragance, L-1255 Luxembourg;
- Edward Niehoff, administrateur de sociétés, avec adresse professionnelle au 111 Jachthavenweg, NL-1081 KM, Amsterdam, Pays-Bas.

A été réélu comme réviseur d'entreprises agréé, son mandat prenant fin lors de l'Assemblée qui se prononcera sur les comptes de l'exercice 2014:

- Ernst & Young S.A., ayant son siège social au 7 rue Gabriel Lippmann, Parc d'Activité Syrdall 2, L-5365 Munsbach.

Référence de publication: 2014080639/22.

(140095974) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2014.

Atrium Finance Europe S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 37.500,00.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 1B, Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 174.015.

In the year two thousand and fourteen, on the second day of June.

Before Us, Maître Léonie Grethen, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

1. Atrium Finance US LLC, a limited liability company established and existing under the law of Delaware, having its registered office at corporation trust center 1209 Orange Street, Wilmington, 19801, New Castle and registered with the Delaware Division of Corporations under the number 5493596.

2. Iflow Beteiligungs GmbH, a limited liability company established and existing under the law of Germany, having its registered office at Marienstraße 5 - 89250 Senden OT Witzighausen, Germany and registered with the German Trade Register under the number HRB 13048.

3. Vilicus 121 GmbH, a limited liability company established and existing under the law of Germany, having its registered office at Spardorfer Straße 91054 Erlangen, Germany and registered with the German Trade Register under the number HRB 14495.

here represented by Mr Mustafa NEZAR, lawyer, with professional address at 10, Avenue Guillaume, L-1650 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of three (3) proxies given under private seal on May 30, 2014.

The said proxies, signed *ne varietur* by the proxyholder of the persons appearing and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing persons, represented as stated here above, have requested the undersigned notary to state that:

I. All the shareholders are represented and declare that they have had due notice and knowledge of the agenda prior to this meeting, so that no convening notices were necessary.

II. The appearing persons are the shareholders of the private limited liability company established and existing in the Grand-Duchy of Luxembourg under the name "Atrium Finance Europe S.à r.l." (hereinafter, the Company), with registered office at 1B, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 174015, established pursuant to a deed of Maître Francis Kessler, notary residing in Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg dated December 12, 2012, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations under number 401, dated 19 February 2013, and whose articles of association have been last amended pursuant to a deed of Me Francis Kessler prenamed, dated March 24, 2014, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés.

III. The Company's share capital is set at twelve thousand five hundred Euro (EUR 12.500,-) represented by ten thousand (10.000) class A shares (the Class A Shares) and two thousand five hundred (2.500) class B shares (the Class B Shares), all with a nominal value of one Euro (EUR 1,-) each.

IV. The agenda of the meeting is the following:

1. Increase of the Company's share capital by an amount of twenty-five thousand Euro (EUR 25.000,00) in order to raise it from its present amount of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12.500,00) to thirty-seven thousand five hundred Euro (EUR 37.500,00) by the creation and issuance of:

- twenty thousand (20.000) new class A shares (the New Class A Shares) with a nominal value of one Euro (EUR 1,00) each vested with the same rights and obligations as the existing Class A Shares and,

- five thousand (5.000) new class B shares (the New Class B Shares), all with a nominal value of one Euro (EUR 1,00) each vested with the same rights and obligations as the existing Class B Shares.

2. Subscription and full payment by Atrium Finance US LLC, a limited liability company established and existing under the laws of Delaware, having its registered office at corporation trust center 1209 Orange Street, WILMINGTON, 19801, NEW CASTLE and registered with the Delaware Division of Corporations under the number 5493596, of all the New Class A Shares at their nominal value of one Euro (EUR 1,00) each, for an aggregate amount of twenty thousand Euro (EUR 20.000,00), by contribution in cash in the same amount.

3. Subscription and full payment by Iflow Beteiligungs GmbH, a limited liability company established and existing under the law of Germany, having its registered office at Marienstraße 5 - 89250 Senden ot Witzighausen, Germany and registered with the German Trade Register under the number HRB 13048, of one two thousand five hundred (2.500) New Class B Shares at their nominal value of one Euro (EUR 1,00) each, for an aggregate amount of two thousand five hundred Euro (EUR 2.500,00), by contribution in cash in the same amount.

4. Subscription and full payment by Vilicus 121 GmbH, a German limited liability company registered under the number HRB 14495, having his address at Spardorfer Straße 91054 Erlangen, Germany, of one two thousand five hundred Euro (2.500) New Class B Shares at their nominal value of one Euro (EUR 1,00) each, for an aggregate amount of two thousand five hundred Euro (EUR 2.500,00), by contribution in cash in the same amount

5. Subsequent amendment of the first paragraph of article 6 of the articles of association of the Company to give it henceforth the following wording:

“ **Art. 6. Share Capital.** The subscribed share capital is set at thirty-seven thousand five hundred Euro (EUR 37,500.00) represented by thirty thousand (30,000) class A shares (the Class A Shares) and seven thousand five hundred (7,500) class B shares (the Class B Shares), all with a nominal value of one Euro (EUR 1,00) each.”

V. The shareholders, after deliberation, unanimously take the following resolutions:

First resolution

The shareholders resolve to increase the Company's share capital by an amount of twenty-five thousand Euro (EUR 25,000.-) in order to raise it from its present amount of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12.500,-) to thirty-seven thousand five hundred Euro (EUR 37.500,-) by the creation and issuance of:

- twenty thousand (20,000) New Class A Shares with a nominal value of one Euro (EUR 1,00) each, vested with the same rights and obligations as the existing Class A Shares and,
- five thousand (5.000) New Class B Shares, all with a nominal value of one Euro (EUR 1,-) each, vested with the same rights and obligations as the existing Class B Shares.

Subscription - Payment

1. Atrium Finance US LLC, prenamed, resolves to subscribe for all the New Class A Shares, and to fully pay them up at their nominal value of one Euro (EUR 1,-) each, for an aggregate amount of twenty thousand Euro (EUR 20.000,-) by contribution in cash in the same amount.

2. Iflow Beteiligungs GmbH, prenamed, resolves to subscribe for two thousand five hundred (2.500) New Class B Shares, and to fully pay them up at their nominal value of one Euro (EUR 1,-) each, for an aggregate amount of two thousand five hundred Euro (EUR 2.500,-) by contribution in cash in the same amount.

3. Vilicus 121 GmbH, prenamed, resolves to subscribe for two thousand five hundred (2.500) New Class B Shares, and to fully pay them up at their nominal value of one Euro (EUR 1,-) each, for an aggregate amount of two thousand five hundred Euro (EUR 2.500,-) by contribution in cash in the same amount.

The amount of twenty-five thousand Euro (EUR 25.000,-) has been fully paid up in cash and is now available to the Company, evidence thereof having been given to the undersigned notary.

Second resolution

Further to the above resolution, the shareholders resolve to amend the first paragraph of article 6 of the Company's articles of association which shall henceforth read as follows:

“ **Art. 6. Share Capital.** The subscribed share capital is set at thirty-seven thousand five hundred Euro (EUR 37.500,-) represented by thirty thousand (30,000) class A shares (the Class A Shares) and seven thousand five hundred (7.500) class B shares (the Class B Shares), all with a nominal value of one Euro (EUR 1,-) each.”

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of the above resolutions are estimated at one thousand two hundred Euro (EUR 1,200.-).

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the proxy holder of the above appearing persons, the present deed is worded in English, followed by a French version. On request of the same person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the date first written above.

The document having been read to the proxy holder of the appearing persons, who is known to the notary by his full name, civil status and residence, he/she signed together with Us, the notary, the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le deux juin.

Par-devant Nous, Maître Léonie Grethen, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

ONT COMPARU:

1. Atrium Finance US LLC, une société à responsabilité limitée établie et existante sous la loi de l'état de Delaware, dont le siège social se situe corporation trust center 1209 Orange Street, Wilmington, 19801, New Castle et enregistrée au Delaware Division of Corporations sous le numéro 5493596.

2. Iflow Beteiligungs GmbH, une société à responsabilité limitée établie et existante sous la loi Allemande, dont le siège social se situe Marienstraße 5 - 89250, Senden ot Witzighausen, Allemagne et enregistrée au Registre de Commerce Allemand (Handelsregister) sous le numéro HRB 13048.

3. Vilicus 121 GmbH, une société à responsabilité limitée établie et existante sous la loi Allemande, dont le siège social se situe Spardorfer Straße 91054 Erlangen, Allemagne et enregistrée au Registre de Commerce Allemand sous le numéro HRB 14495.

Représentées ici par Monsieur Mustafa NEZAR, juriste, avec adresse professionnelle au 10, Avenue Guillaume, L-1650 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu de trois procurations données sous seing privé le 30 mai 2014.

Lesquelles procurations resteront, après avoir été signées ne varietur par le mandataire des personnes comparantes et le notaire instrumentaire, annexées aux présentes pour être enregistrées avec elles.

Lesquels comparantes, représentées comme indiqué ci-dessus, ont requis le notaire instrumentaire d'acter que:

I. Il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, tous les associés étant représentés et se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

II. Les personnes comparantes sont les associés de la société à responsabilité limitée établie au Grand-Duché de Luxembourg sous la dénomination «Atrium Finance Europe S.à r.l.» (ci-après, la Société), ayant son siège social au 1B, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Grand Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 174015, constituée par acte de Maître Francis Kessler, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette en date du 12 décembre 2012, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 401, en date du 19 février 2013 et dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois par acte de Me Francis Kessler, prénommé, en date du 24 mars 2014, non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés, et Associations.

III. Le capital social de la Société s'élève à douze mille cinq cents Euro (EUR 12.500,-) représenté par dix mille (10.000) parts sociales de catégorie A (les Parts Sociales A) et deux mille cinq cents (2.500) parts sociales de catégorie B (les Parts Sociales B) toutes d'une valeur nominale d'un Euro (EUR 1,-) chacune.

IV. L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

1. Augmentation du capital social d'un montant de vingt-cinq mille Euros (EUR 25.000,00) pour le faire passer de son montant actuel de douze mille cinq cent Euros (EUR 12.500) à trente-sept mille cinq cents Euros (EUR 37.500) en créant:

- Vingt mille (20.000,00) nouvelles parts sociales A (Nouvelles Parts Sociales A) d'un montant d'un Euro (EUR 1,00) chacune, conférant les mêmes droits et obligations que les Parts Sociales A déjà existantes.

- cinq mille (5.000) nouvelles parts sociales B (Nouvelles Parts Sociales B) d'un montant d'un Euro (EUR 1,00) chacune, conférant les mêmes droits et obligations que les Parts Sociales B déjà existantes.

2. Souscription et libération intégrale par Atrium Finance US LLC, une société à responsabilité limitée établie et existante sous la loi de l'état de Delaware, dont le siège social se situe corporation trust center 1209 Orange Street, Wilmington, 19801, New Castle et enregistrée au Delaware Division of Corporations sous le numéro 5493596 de toutes les Nouvelles Parts Sociales A, à leur valeur nominale d'un Euro (EUR 1,00) chacune pour un montant total de vingt mille Euros (EUR 20.000,00) par un apport en numéraire.

3. Souscription et libération intégrale par Iflow Beteiligungs GmbH, une société à responsabilité limitée établie et existante sous la loi Allemande, dont le siège social se situe Marienstraße 5 - 89250 Senden Ot Witzighausen, Allemagne et enregistrée au Registre de Commerce Allemand sous le numéro HRB 13048 de souscrire deux mille cinq cents (2.500) Nouvelles Parts Sociales B, à leur valeur nominale d'un Euro (EUR 1,00) chacune pour un montant total deux mille cinq cents Euros (EUR 2.500,00) par un apport en numéraire.

4. Souscription et libération intégrale par Vilicus 121 GmbH, une société à responsabilité limitée établie et existante sous la loi Allemande, dont le siège social se situe Spardorfer Straße 91054 Erlangen, Allemagne et enregistrée au Registre de Commerce Allemand sous le numéro HRB 14495, de souscrire deux mille cinq cents (2.500) Nouvelles Parts Sociales B, à leur valeur nominale d'un Euro (EUR 1,00) chacune pour un montant total deux mille cinq cents Euros (EUR 2.500,00) par un apport en numéraire.

5. Modification subséquente du premier paragraphe de l'Article 6 des statuts de la Société comme suit:

« **Art. 6. Capital Social.** Le capital social de la Société s'élève à trente-sept mille cinq cents Euro (EUR 37.500,00) représenté par trente mille (30.000) parts sociales de catégorie A (les Parts Sociales A) et sept mille cinq cents (7.500) parts sociales de catégorie B (les Parts Sociales B) toutes d'une valeur nominale d'un Euro (EUR 1,00) chacune».

V. Les associés, après avoir délibéré, prennent à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution

Les associés décident d'augmenter le capital social de la Société à concurrence de vingt-cinq mille Euros (EUR 25.000,-) par la création et l'émission de vingt-cinq mille (25.000) nouvelles parts sociales.

Souscription - Libération

1. Atrium Finance US LLC, prénommée, décide de souscrire toutes les Nouvelles Parts Sociales A, de les libérer intégralement à leur valeur nominale d'un Euro (EUR 1,-) chacune pour un montant total de vingt mille Euros (EUR 20.000,-) par un apport en numéraire.

2. Iflow Beteiligungs GmbH, prénommée, décide de souscrire deux mille cinq cents (2.500) Nouvelles Parts Sociales B, de les libérer intégralement à leur valeur nominale d'un Euro (EUR 1,-) chacune pour un montant total deux mille cinq cents Euros (EUR 2.500,-) par un apport en numéraire.

3. Vilicus 121 GmbH, prénommée, décide de souscrire deux mille cinq cents (2.500) Nouvelles Parts Sociales B, de les libérer intégralement à leur valeur nominale d'un Euro (EUR 1,-) chacune pour un montant total deux mille cinq cents Euros (EUR 2.500,-) par un apport en numéraire.

Le montant de vingt-cinq mille Euros (EUR 25.000,-) a été intégralement libéré et se trouve dès à présent à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentaire.

Deuxième résolution

Suite aux résolutions ci-dessus, les associés décident de modifier le premier paragraphe de l'article 6 des statuts de la Société pour lui donner la teneur suivante:

« **Art. 6. Capital Social.** Le capital social de la Société s'élève à trente-sept mille cinq cents Euro (EUR 37.500,-) représenté par trente mille (30.000) parts sociales de catégorie A (les Parts Sociales A) et sept mille cinq cents (7.500) parts sociales de catégorie B (les Parts Sociales B) toutes d'une valeur nominale d'un Euro (EUR 1,-) chacune».

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la Société et mis à sa charge à raison des présentes, sont évalués à la somme de mille deux cents euros (EUR 1.200,-).

Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête du mandataire des personnes comparantes, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française. A la requête de la même personne et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, les jours, mois et an qu'en tête des présentes.

Lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la personne comparante, connu du notaire par son nom et prénom, état et demeure, il a signé avec Nous notaire, le présent acte.

Signé: Nezar, GRETHEN.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 3 juin 2014. Relation: LAC/2014/25719. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

Le Receveur (signé): Carole Frising.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Luxembourg, le 12 juin 2014.

Référence de publication: 2014082814/198.

(140098075) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 juin 2014.

White Dress S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8008 Strassen, 140, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 187.437.

— STATUTS

L'an deux mille quatorze.

Le trente mai.

Par-devant Maître Henri BECK, notaire de résidence à Echternach (Grand-Duché de Luxembourg).

A COMPARU

Monsieur Geoffrey MARINELLI-RUIZ-KORZEC, gérant de société, né le 28 janvier 1982 à Thionville (France), demeurant à F-57190 Florange, 57, rue de Verdun.

Lequel comparant est ici représenté par Peggy SIMON, employée privée, demeurant professionnellement à L-6475 Echternach, 9, Rabatt, en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée en date du 16 mai 2014,

laquelle procuration, après avoir été signée "ne varietur" par la mandataire du comparant et le notaire, restera annexée au présent acte afin d'être enregistrée avec lui.

Lequel comparant, représenté comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentaire d'arrêter les statuts d'une société anonyme à constituer comme suit:

Titre I^{er} . - Dénomination - Durée - Objet - Siège social

Art. 1^{er}. Il est formé par le souscripteur et tous ceux qui deviendront propriétaires des actions ci-après créées, une société anonyme, sous la dénomination de "WHITE DRESS S.A." (ci-après la "Société").

Art. 2. La durée de la Société est illimitée.

Art. 3. La Société a pour objet l'achat et la vente de robes de mariées et de cérémonies, et toutes les prestations de services annexes ou complémentaires.

Généralement, la Société pourra exercer toutes opérations mobilières, immobilières, commerciales, industrielles ou financières, se rattachant directement ou indirectement à son objet social.

La Société pourra exercer son activité tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

La Société a en outre pour objet toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres ou brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ses affaires et brevets, accorder aux sociétés auxquelles elle s'intéresse tous concours, prêts, avances ou garanties.

Dans le cadre de son activité, la Société pourra accorder hypothèque, emprunter avec ou sans garantie ou se porter caution pour d'autres personnes morales et physiques, sous réserve des dispositions légales afférentes.

Art. 4. Le siège social est établi à Strassen, (Grand-Duché de Luxembourg).

Par simple décision du conseil d'administration, la Société pourra établir des filiales, succursales, agences ou sièges administratifs aussi bien dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Sans préjudice des règles du droit commun en matière de résiliation contractuelle, au cas où le siège de la Société est établi par contrat avec des tiers, le siège de la Société pourra être transféré sur simple décision du conseil d'administration à tout autre endroit de la commune du siège.

Le siège social pourra être transféré dans toute autre localité du pays par décision de l'assemblée.

Titre II. - Capital social - Actions

Art. 5. Le capital social est fixé à trente-et-un mille Euros (EUR 31.000.-), représenté par cent (100) actions d'une valeur nominale de trois cent dix Euros (EUR 310.-) chacune.

Le capital social peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

La Société peut, aux conditions et aux termes prévus par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la "Loi"), racheter ses propres actions.

Art. 6. Les actions de la Société sont nominatives ou au porteur ou pour partie nominatives et pour partie au porteur au choix des actionnaires, sauf dispositions contraires de la loi.

Il est tenu au siège social un registre des actions nominatives, dont tout actionnaire pourra prendre connaissance, et qui contiendra les indications prévues à l'article 39 de la Loi. La propriété des actions nominatives s'établit par une inscription sur ledit registre. Des certificats constatant ces inscriptions au registre seront délivrés, signés par deux administrateurs ou, si la Société ne comporte qu'un seul administrateur, par celui-ci.

L'action au porteur est signée par deux administrateurs ou, si la Société ne comporte qu'un seul administrateur, par celui-ci. La signature peut être soit manuscrite, soit imprimée, soit apposée au moyen d'une griffe.

Toutefois l'une des signatures peut être apposée par une personne déléguée à cet effet par le conseil d'administration. En ce cas, elle doit être manuscrite. Une copie certifiée conforme de l'acte conférant délégation à une personne ne faisant pas partie du conseil d'administration, sera déposée préalablement conformément à l'article 9, §§ 1 et 2 de la Loi.

La Société ne reconnaît qu'un propriétaire par action; si la propriété de l'action est indivise, démembrée ou litigieuse, les personnes invoquant un droit sur l'action devront désigner un mandataire unique pour représenter l'action à l'égard de la Société. La Société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits y attachés jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard propriétaire.

Titre III. - Assemblées générales des actionnaires Décisions de l'associé unique

Art. 7. L'assemblée des actionnaires de la Société régulièrement constituée représentera tous les actionnaires de la Société. Elle aura les pouvoirs les plus larges pour ordonner, faire ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la Société. Lorsque la Société compte un actionnaire unique, il exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale.

L'assemblée générale est convoquée par le conseil d'administration. Elle peut l'être également sur demande d'actionnaires représentant un dixième au moins du capital social.

Art. 8. L'assemblée générale annuelle des actionnaires se tiendra le 4^{ème} vendredi du mois de mai à 14.00 heures au siège social de la Société ou à tout autre endroit qui sera fixé dans l'avis de convocation.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée générale annuelle se tiendra le premier jour ouvrable qui suit.

D'autres assemblées des actionnaires pourront se tenir aux heures et lieux spécifiés dans les avis de convocation.

Les quorum et délais requis par la Loi régleront les avis de convocation et la conduite des assemblées des actionnaires de la Société, dans la mesure où il n'est pas autrement disposé dans les présents statuts.

Toute action donne droit à une voix. Tout actionnaire pourra prendre part aux assemblées des actionnaires en désignant par écrit, par câble, télégramme, télex ou télécopie une autre personne comme son mandataire.

Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la Loi ou les présents statuts, les décisions d'une assemblée des actionnaires dûment convoquée sont prises à la majorité simple des votes des actionnaires présents ou représentés.

Le conseil d'administration peut déterminer toutes autres conditions à remplir par les actionnaires pour prendre part à toute assemblée des actionnaires.

Si tous les actionnaires sont présents ou représentés lors d'une assemblée des actionnaires, et s'ils déclarent connaître l'ordre du jour, l'assemblée pourra se tenir sans avis de convocation préalables.

Les décisions prises lors de l'assemblée sont consignées dans un procès-verbal signé par les membres du bureau et par les actionnaires qui le demandent. Si la Société compte un actionnaire unique, ses décisions sont également écrites dans un procès-verbal.

Tout actionnaire peut participer à une réunion de l'assemblée générale par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant leur identification. Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant la participation effective à l'assemblée, dont les délibérations sont retransmises de façon continue. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion.

Titre IV. - Conseil d'administration

Art. 9. La Société sera administrée par un conseil d'administration, composé de trois membres au moins, qui n'ont pas besoin d'être actionnaires de la Société. Toutefois, lorsque la Société est constituée par un actionnaire unique ou que, à une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que celle-ci n'a plus qu'un actionnaire unique, la composition du conseil d'administration peut être limitée à un (1) membre jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un actionnaire.

Les administrateurs seront élus par l'assemblée générale des actionnaires qui fixe leur nombre, leurs émoluments et la durée de leur mandat. Les administrateurs sont élus pour un terme qui n'excédera pas six (6) ans, jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus.

Les administrateurs seront élus à la majorité des votes des actionnaires présents ou représentés.

Tout administrateur pourra être révoqué avec ou sans motif à tout moment par décision de l'assemblée générale des actionnaires.

Au cas où le poste d'un administrateur devient vacant à la suite de décès, de démission ou autrement, cette vacance peut être temporairement comblée jusqu'à la prochaine assemblée générale, aux conditions prévues par la Loi.

Art. 10. Le conseil d'administration devra choisir en son sein un résident et pourra également choisir parmi ses membres un vice-président. Il pourra également choisir un secrétaire qui n'a pas besoin d'être administrateur et qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil d'administration et des assemblées générales des actionnaires.

Le conseil d'administration se réunira sur la convocation du président ou de deux administrateurs, au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

Le président présidera toutes les assemblées générales des actionnaires et les réunions du conseil d'administration; en son absence l'assemblée générale ou le conseil d'administration pourra désigner à la majorité des personnes présentes à cette assemblée ou réunion un autre administrateur pour assumer la présidence pro tempore de ces assemblées ou réunions.

Avis écrit de toute réunion du conseil d'administration sera donné à tous les administrateurs au moins vingt-quatre heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Il pourra être passé outre à cette convocation à la suite de l'assentiment de chaque administrateur par écrit ou par câble, télégramme, télex, télécopie ou tout autre moyen de communication similaire. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil d'administration se tenant à une heure et un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil d'administration.

Tout administrateur pourra se faire représenter à toute réunion du conseil d'administration en désignant par écrit ou par câble, télégramme, télex ou télécopie une autre administrateur comme son mandataire.

Un administrateur peut représenter plusieurs de ses collègues.

Tout administrateur peut participer à une réunion du conseil d'administration par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant son identification. Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective à la réunion du conseil dont les délibérations sont retransmises de façon continue.

La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion. La réunion tenue par de tels moyens de communication à distance est réputée se tenir au siège de la Société.

Le conseil d'administration ne pourra délibérer ou agir valablement que si la moitié au moins des administrateurs est présente ou représentée à la réunion du conseil d'administration.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés à cette réunion. En cas de partage des voix, le président du conseil d'administration aura une voix prépondérante.

Le conseil d'administration pourra, à l'unanimité, prendre des résolutions par voie circulaire en exprimant son approbation au moyen d'un ou de plusieurs écrits, par courrier ou par courrier électronique ou par télécopie ou par tout autre moyen de communication similaire, à confirmer le cas échéant par courrier, le tout ensemble constituant le procès-verbal faisant preuve de la décision intervenue.

Art. 11. Les procès-verbaux de toutes les réunions du conseil d'administration seront signés par le président ou, en son absence, par le vice-président, ou par deux administrateurs. Les copies ou extraits des procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par le président ou par deux administrateurs. Lorsque le conseil d'administration est composé d'un seul membre, ce dernier signera.

Art. 12. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus larges de passer tous actes d'administration et de disposition dans l'intérêt de la Société. Tous pouvoirs que la Loi ou les présents statuts ne réservent pas expressément à l'assemblée générale des actionnaires sont de la compétence du conseil d'administration.

Lorsque la Société compte un seul administrateur, il exerce les pouvoirs dévolus au conseil d'administration.

La gestion journalière de la Société ainsi que la représentation de la Société en ce qui concerne cette gestion pourront, conformément à l'article 60 de la Loi, être déléguées à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants et autres agents, associés ou non, agissant seuls ou conjointement. Leur nomination, leur révocation et leurs attributions seront réglées par une décision du conseil d'administration. La délégation à un membre du conseil d'administration impose au conseil l'obligation de rendre annuellement compte à l'assemblée générale ordinaire des traitements, émoluments et avantages quelconques alloués au délégué.

La Société peut également conférer tous mandats spéciaux par procuration authentique ou sous seing privé.

Art. 13. La Société sera engagée par la signature collective de deux (2) administrateurs ou la seule signature de toute (s) personne(s) à laquelle (auxquelles) pareils pouvoirs de signature auront été délégués par le conseil d'administration.

Lorsque le conseil d'administration est composé d'un seul membre, la Société sera engagée par sa seule signature.

Titre V. - Surveillance de la société

Art. 14. Les opérations de la Société seront surveillées par un (1) ou plusieurs commissaires aux comptes qui n'ont pas besoin d'être actionnaire.

L'assemblée générale des actionnaires désignera les commissaires aux comptes et déterminera leur nombre, leurs rémunérations et la durée de leurs fonctions qui ne pourra excéder six (6) années.

Titre VI. - Exercice social - Bilan

Art. 15. L'exercice social commencera le premier janvier de chaque année et se terminera le trente et un décembre de la même année.

Art. 16. Sur le bénéfice annuel net de la Société il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque et tant que la réserve aura atteint dix pour cent (10%) du capital social, tel que prévu à l'article 5 de ces statuts, ou tel qu'augmenté ou réduit en vertu de ce même article 5.

L'assemblée générale des actionnaires déterminera, sur proposition du conseil d'administration, de quelle façon il sera disposé du solde du bénéfice annuel net.

Des acomptes sur dividendes pourront être versés en conformité avec les conditions prévues par la Loi.

Titre VII. - Liquidation

Art. 17. En cas de dissolution de la Société, il sera procédé à la liquidation par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs (qui peuvent être des personnes physiques ou morales) nommés par l'assemblée générale des actionnaires qui déterminera leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

Titre VIII. - Modification des statuts

Art. 18. Les présents statuts pourront être modifiés par une assemblée générale des actionnaires statuant aux conditions de quorum et de majorité prévues par l'article 67-1 de la Loi.

Titre IX. - Dispositions finales - Loi applicable

Art. 19. Pour toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents statuts, les parties se réfèrent aux dispositions de la Loi.

102210

Dispositions transitoires

- 1) Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le 31 décembre 2014.
- 2) La première assemblée générale ordinaire annuelle se tiendra en 2015.

Souscription et libération

Les statuts de la Société ayant ainsi été arrêtés, les cent (100) actions ont été souscrites par l'actionnaire unique, Monsieur Geoffrey MARINELLI-RUIZ-KORZEC, prénommé, et ont été libérées entièrement par le prédit souscripteur moyennant un versement en numéraire, de sorte que la somme de trente-et-un mille Euros (EUR 31.000.-) se trouve dès-à-présent à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire par une attestation bancaire, qui le constate expressément.

Déclaration

Le notaire instrumentaire déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, et en constate expressément l'accomplissement.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution s'élèvent approximativement à la somme de mille trois cents Euros (EUR 1.300.-).

Résolutions prises par l'actionnaire unique

Le comparant, prédésigné et représenté comme dit ci-avant, représentant l'intégralité du capital social souscrit, a pris les résolutions suivantes en tant qu'actionnaire unique:

- 1.- Le nombre des administrateurs est fixé à un (1) et celui des commissaires aux comptes à un (1).
- 2.- Est appelé à la fonction d'administrateur unique:
 - a) Monsieur Geoffrey MARINELLI-RUIZ-KORZEC, gérant de société, né le 28 janvier 1982 à Thionville (France), gérant de société, demeurant à F-57190 Florange, 57, rue de Verdun.
- 3.- La société à responsabilité limitée "ARTEFACTO S.à r.l.", établie et ayant son siège social à L-8080 Bertrange, 57, route de Longwy, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 87962, est appelée à la fonction de commissaire aux comptes.
- 4.- Le siège social est établi à L-8008 Strassen, 140, route d'Arlon.
- 5.- Les mandats de l'administrateur unique et du commissaire aux comptes prendront fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de 2019.

DONT ACTE, fait et passé à Echternach, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire du comparant, connue du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, elle a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: P. SIMON, Henri BECK.

Enregistré à Echternach, le 02 juin 2014. Relation: ECH/2014/1046. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): J.-M. MINY.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à demande, aux fins de dépôt au registre de commerce et des sociétés.

Echternach, le 03 juin 2014.

Référence de publication: 2014078798/221.

(140092401) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 juin 2014.

WRI Nominees Limited, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 152.021.

Les dépôt rectificatif des comptes annuels au 31 décembre 2013 déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg le 3 juin 2014, sous la référence L140091948 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 juin 2014.

Référence de publication: 2014079664/12.

(140093086) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juin 2014.

E and E, Société Anonyme.
Siège social: 4, rue de Kleinbettingen.
R.C.S. Luxembourg B 187.502.

STATUTS

L'an deux mille quatorze, le quinze mai.

Pardevant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, (Grand-Duché de Luxembourg);

A COMPARU:

POUPMAD Compta SA, société anonyme, ayant son siège social à L-8362 Grass, 4, rue de Kleinbettingen, inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, numéro 174.458, représentée par son administrateur en fonction Monsieur Philippe LAMBERT, administrateur de sociétés, né à Liège (B) le 2 décembre 1971, demeurant professionnellement à L-8362 Grass, 4, rue de Kleinbettingen, lui-même ici représenté par Monsieur Max MAYER, employé, demeurant professionnellement à Junglinster, 3, route de Luxembourg, en vertu d'une procuration lui délivrée, laquelle après avoir été signée «ne varietur» par la mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée aux présentes.

Laquelle comparante a, par son mandataire, arrêté ainsi qu'il suit les statuts d'une société anonyme à constituer:

Titre I^{er} . - Dénomination - Durée - Objet - Siège social

Art. 1^{er}. Il est formé par le souscripteur et tous ceux qui deviendront propriétaires des actions ci-après créées, une société anonyme, sous la dénomination de "E and E" (ci-après la "Société").

Art. 2. La durée de la Société est illimitée.

Art. 3. La Société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères et toutes autres formes de placements, l'acquisition par achat, souscription ou toute autre manière ainsi que l'aliénation par la vente, échange ou toute autre manière de valeurs mobilières de toutes espèces et la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations.

Elle pourra également procéder à l'acquisition, la gestion, l'exploitation, la vente ou la location de tous immeubles, meublés, non meublés et généralement faire toutes opérations immobilières à l'exception de celles de marchands de biens. Elle pourra aussi placer et gérer ses liquidités. En général, la Société pourra faire toutes opérations à caractère patrimonial, mobilières, immobilières, commerciales, industrielles ou financières, ainsi que toutes transactions et opérations de nature à promouvoir et à faciliter directement ou indirectement la réalisation de l'objet social ou son extension.

La Société pourra finalement octroyer tout concours, prêt ou avance à ses filiales, sociétés affiliées et/ou à toutes autres sociétés ou personnes physiques. Elle pourra également consentir des garanties, nantir, grever des charges ou accorder des sûretés portant sur tout ou partie de ses avoirs afin de garantir ses propres obligations et engagements et/ou les obligations et engagements de ses filiales, sociétés affiliées et/ou de toutes autres sociétés ou personnes physiques.

Art. 4. Le siège social est établi dans la commune de Steinfort, (Grand-Duché de Luxembourg).

Par simple décision du conseil d'administration, la Société pourra établir des filiales, succursales, agences ou sièges administratifs aussi bien dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Sans préjudice des règles du droit commun en matière de résiliation contractuelle, au cas où le siège de la Société est établi par contrat avec des tiers, le siège de la Société pourra être transféré sur simple décision du conseil d'administration à tout autre endroit de la commune du siège.

Le siège social pourra être transféré dans toute autre localité du pays par décision de l'assemblée.

Titre II. - Capital social - Actions

Art. 5. Le capital social est fixé à huit cent mille Euros (800.000,-EUR), représenté par huit mille (8.000) actions d'une valeur nominale de cent Euros (100,- EUR) chacune.

Le capital social peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts. La Société peut, aux conditions et aux termes prévus par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la "Loi"), racheter ses propres actions.

Art. 6. Les actions de la Société sont nominatives ou au porteur ou pour partie nominatives et pour partie au porteur au choix des actionnaires, sauf dispositions contraires de la loi.

Il est tenu au siège social un registre des actions nominatives, dont tout actionnaire pourra prendre connaissance, et qui contiendra les indications prévues à l'article 39 de la Loi. La propriété des actions nominatives s'établit par une inscription sur ledit registre. Des certificats constatant ces inscriptions au registre pourront être délivrés, signés par deux administrateurs ou, si la Société ne comporte qu'un seul administrateur, par celui-ci.

L'action au porteur est signée par deux administrateurs ou, si la Société ne comporte qu'un seul administrateur, par celui-ci. La signature peut être soit manuscrite, soit imprimée, soit apposée au moyen d'une griffe.

Toutefois l'une des signatures peut être apposée par une personne déléguée à cet effet par le conseil d'administration. En ce cas, elle doit être manuscrite. Une copie certifiée conforme de l'acte conférant délégation à une personne ne faisant pas partie du conseil d'administration, sera déposée préalablement conformément à l'article 9, §§ 1 et 2 de la Loi.

La Société ne reconnaît qu'un propriétaire par action; si la propriété de l'action est indivise, démembrée ou litigieuse, les personnes invoquant un droit sur l'action devront désigner un mandataire unique pour présenter l'action à l'égard de la Société. La Société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits y attachés jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard propriétaire.

III. Assemblées générales des actionnaires Décisions de l'actionnaire unique

Art. 7. L'assemblée des actionnaires de la Société régulièrement constituée représentera tous les actionnaires de la Société. Elle aura les pouvoirs les plus larges pour ordonner, faire ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la Société. Lorsque la Société compte un actionnaire unique, il exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale.

L'assemblée générale est convoquée par le conseil d'administration. Elle peut l'être également sur demande d'actionnaires représentant un dixième au moins du capital social.

Art. 8. L'assemblée générale annuelle des actionnaires se tiendra au siège social de la Société qui sera fixé dans l'avis de convocation, 3^{ème} mardi de mai à 20.00 heures au siège.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée générale annuelle se tiendra le premier jour ouvrable qui suit.

D'autres assemblées des actionnaires pourront se tenir aux heures et lieu spécifiés dans les avis de convocation.

Les quorum et délais requis par la Loi régleront les avis de convocation et la conduite des assemblées des actionnaires de la Société, dans la mesure où il n'est pas autrement disposé dans les présents statuts.

Toute action donne droit à une voix. Tout actionnaire pourra prendre part aux assemblées des actionnaires en désignant par écrit, par câble, télégramme ou télécopie une autre personne comme son mandataire.

Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la Loi ou les présents statuts, les décisions d'une assemblée des actionnaires dûment convoquée sont prises à la majorité simple des votes des actionnaires présents ou représentés.

Le conseil d'administration peut déterminer toutes autres conditions à remplir par les actionnaires pour prendre part à toute assemblée des actionnaires.

Si tous les actionnaires sont présents ou représentés lors d'une assemblée des actionnaires, et s'ils déclarent connaître l'ordre du jour, l'assemblée pourra se tenir sans avis de convocation préalables.

Les décisions prises lors de l'assemblée sont consignées dans un procès-verbal signé par les membres du bureau et par les actionnaires qui le demandent. Si la Société compte un actionnaire unique, ses décisions sont également écrites dans un procès-verbal.

Tout actionnaire peut participer à une réunion de l'assemblée générale par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant leur identification. Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant la participation effective à l'assemblée, dont les délibérations sont retransmises de façon continue. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion.

IV. Conseil d'administration

Art. 9. La Société sera administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, qui n'ont pas besoin d'être actionnaires de la Société. Toutefois, lorsque la Société est constituée par un actionnaire unique ou que, à une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que celle-ci n'a plus qu'un actionnaire unique, la composition du conseil d'administration peut être limitée à un (1) membre jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un actionnaire.

Les administrateurs seront élus par l'assemblée générale des actionnaires qui fixe leur nombre, leurs émoluments et la durée de leur mandat. Les administrateurs sont élus pour un terme qui n'excédera pas six (6) ans, jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus.

Les administrateurs seront élus à la majorité des votes des actionnaires présents ou représentés.

Tout administrateur pourra être révoqué avec ou sans motif à tout moment par décision de l'assemblée générale des actionnaires.

Au cas où le poste d'un administrateur devient vacant à la suite de décès, de démission ou autrement, cette vacance peut être temporairement comblée jusqu'à la prochaine assemblée générale, aux conditions prévues par la Loi.

Art. 10. Le conseil d'administration devra choisir en son sein un président. Il pourra également choisir un secrétaire qui n'a pas besoin d'être administrateur et qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil d'administration et des assemblées générales des actionnaires.

Le conseil d'administration se réunira sur la convocation du président ou de deux administrateurs, au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

Le président présidera les réunions du conseil d'administration; en son absence le conseil d'administration pourra désigner à la majorité des personnes présentes à cette réunion un autre administrateur pour assumer la présidence pro tempore de ces réunions.

Avis écrit de toute réunion du conseil d'administration sera donné à tous les administrateurs au moins huit jours avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Il pourra être passé outre à cette convocation à la suite de l'assentiment de chaque administrateur par écrit ou par télécopieur, e-mail ou tout autre moyen de communication similaire. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil d'administration se tenant à une heure et un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil d'administration.

Tout administrateur pourra se faire représenter à toute réunion du conseil d'administration en désignant par écrit ou par télécopie un autre administrateur comme son mandataire.

Un administrateur peut représenter plusieurs de ses collègues.

Tout administrateur peut participer à une réunion du conseil d'administration par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant son identification. Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective à la réunion du conseil dont les délibérations sont retransmises de façon continue. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion. La réunion tenue par de tels moyens de communication à distance est réputée se tenir au siège de la Société.

Le conseil d'administration ne pourra délibérer ou agir valablement que si la moitié au moins des administrateurs est présente ou représentée à la réunion du conseil d'administration.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés à cette réunion. En cas de partage des voix, le président du conseil d'administration aura une voix prépondérante.

Le conseil d'administration pourra, à l'unanimité, prendre des résolutions par voie circulaire en exprimant son approbation au moyen d'un ou de plusieurs écrits, par courrier ou par courrier électronique ou par télécopie ou par tout autre moyen de communication similaire, à confirmer le cas échéant par courrier, le tout ensemble constituant le procès-verbal faisant preuve de la décision intervenue.

Art. 11. Les procès-verbaux de toutes les réunions du conseil d'administration seront signés par le président ou, en son absence, par deux administrateurs. Les copies ou extraits des procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par le président ou par deux administrateurs. Lorsque le conseil d'administration est composé d'un seul membre, ce dernier signera.

Art. 12. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus larges de passer tous actes d'administration et de disposition dans l'intérêt de la Société.

Tous pouvoirs que la Loi ou les présents statuts ne réservent pas expressément à l'assemblée générale des actionnaires sont de la compétence du conseil d'administration.

Lorsque la Société compte un seul administrateur, il exerce les pouvoirs dévolus au conseil d'administration.

La gestion journalière de la Société ainsi que la représentation de la Société en ce qui concerne cette gestion pourront, conformément à l'article 60 de la Loi, être déléguées à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants et autres agents, associés ou non, agissant seuls ou conjointement. Leur nomination, leur révocation et leurs attributions seront réglées par une décision du conseil d'administration. La délégation à un membre du conseil d'administration impose au conseil l'obligation de rendre annuellement compte à l'assemblée générale ordinaire des traitements, émoluments et avantages quelconques alloués au délégué.

La Société peut également conférer tous mandats spéciaux par procuration authentique ou sous seing privé.

Art. 13. La Société sera engagée par la signature collective de deux (2) administrateurs ou la seule signature de toute (s) personne(s) à laquelle (auxquelles) pareils pouvoirs de signature auront été délégués par le conseil d'administration.

Lorsque le conseil d'administration est composé d'un (1) seul membre, la Société sera engagée par sa seule signature.

V. Surveillance de la société

Art. 14. Les opérations de la Société seront surveillées par un (1) ou plusieurs commissaires aux comptes qui n'ont pas besoin d'être actionnaire.

L'assemblée générale des actionnaires désignera les commissaires aux comptes et déterminera leur nombre, leurs rémunérations et la durée de leurs fonctions qui ne pourra excéder six (6) années.

VI. Exercice social - Bilan

Art. 15. L'exercice social commencera le premier janvier de chaque année et se terminera le trente et un décembre de la même année.

Art. 16. Sur le bénéfice annuel net de la Société il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque et tant que la réserve aura atteint dix pour cent (10%) du capital social, tel que prévu à l'article 5 de ces statuts, ou tel qu'augmenté ou réduit en vertu de ce même article 5.

L'assemblée générale des actionnaires déterminera, sur proposition du conseil d'administration, de quelle façon il sera disposé du solde du bénéfice annuel net.

Des acomptes sur dividendes pourront être versés en conformité avec les conditions prévues par la Loi.

VII. Liquidation

Art. 17. En cas de dissolution de la Société, il sera procédé à la liquidation par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs (qui peuvent être des personnes physiques ou morales) nommés par l'assemblée générale des actionnaires qui déterminera leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

VIII. Modification des statuts

Art. 18. Les présents statuts pourront être modifiés par une assemblée générale des actionnaires statuant aux conditions de quorum et de majorité prévues par l'article 67-1 de la Loi.

IX. Dispositions finales - Loi applicable

Art. 19. Pour toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents statuts, les parties se réfèrent aux dispositions de la Loi.

Dispositions transitoires

- 1) Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le 31 décembre 2014.
- 2) La première assemblée générale ordinaire annuelle se tiendra en 2015.

Souscription et libération

Toutes les actions ont été souscrites par l'actionnaire unique POUPMAD Compta SA, et ont libérées intégralement par versement en espèces de sorte que la somme de huit cent mille euros (800.000,- EUR) se trouve à la libre disposition de la Société, tel qu'il en a été justifié au notaire instrumentant, qui le confirme expressément.

Déclaration

Le notaire instrumentaire déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26, et 26-1 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, et en constate expressément l'accomplissement.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution s'élèvent approximativement à la somme de 2.150,-EUR.

Résolutions prises par l'actionnaire unique

La comparante, prédésignée et représentée comme dit ci-avant, représentant l'intégralité du capital social souscrit, a pris les résolutions suivantes en tant qu'actionnaire unique:

- 1.- Le nombre des administrateurs est fixé à un (1), et celui des commissaires aux comptes à un (1).
- 2.- La personne suivante est nommée à la fonction d'administrateur unique:

Monsieur Philippe LAMBERT, administrateur de sociétés, né à Liège (B) le 2 décembre 1971, demeurant professionnellement à L-8362 Grass, 4, rue de Kleinbettingen,

3.- Fiscoges Sàrl, société à responsabilité limitée, ayant son siège social à L-8362 Grass, 4, rue de Kleinbettingen, inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, numéro 174.051, est appelé aux fonctions de commissaire.

4.- Les mandats de l'administrateur unique et du commissaire prendront fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2019.

- 5.- L'adresse siège social est établie à L-8362 Grass, 4, rue de Kleinbettingen.

DONT ACTE, fait et passé à Junglinster, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la comparante, connue du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Max MAYER, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 20 mai 2014. Relation GRE/2014/2055. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Releveur (signé): G. SCHLINK.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Junglinster, le 4 juin 2014.

Référence de publication: 2014079076/213.

(140093595) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juin 2014.

Conventum Asset Management, Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 23.959.

Les comptes annuels de la société CONVENTUM ASSET MANAGEMENT, arrêtés au 31 décembre 2013 et dûment approuvés lors de l'Assemblée Générale des Actionnaires en date du 22 mai 2014, accompagnés du rapport de révision, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 4 juin 2014.

Référence de publication: 2014079036/12.

(140093408) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juin 2014.

Mimosas S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1255 Luxembourg, 48, rue de Bragance.
R.C.S. Luxembourg B 101.682.

EXTRAIT

Il résulte de l'Assemblée Générale Ordinaire de la Société qui s'est tenue en date du 28 mai 2014 au siège social que: Suite à la réélection de tous les administrateurs sortants, leurs mandats se terminant lors de l'Assemblée statuant sur les comptes de l'exercice 2014, le Conseil d'Administration se compose de:

- Raf Bogaerts, administrateur de sociétés, avec adresse professionnelle au 48 rue de Bragance, L-1255 Luxembourg;
- Michel de Groot, administrateur de sociétés, avec adresse professionnelle au 48 rue de Bragance, L-1255 Luxembourg;
- Louise Adams, administrateur de sociétés, avec adresse professionnelle au 108-110 Jermyn Street, Eagle House, SW1Y6EE Londres, Royaume-Uni.

Référence de publication: 2014080107/16.

(140094728) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 juin 2014.

S. à r.l. WUST Construction LUXEMBOURG, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9991 Weiswampach, 1, Am Hock.
R.C.S. Luxembourg B 87.411.

L'an deux mille quatorze, le treize mai,

Pardevant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

A COMPARU:

La société anonyme de droit belge "Etablissements Jean Wust", établie et ayant son siège social à B-4960 Malmedy, 151, route de Falize, (Belgique), enregistrée au Tribunal de Commerce de Verviers et inscrite à la Banque Carrefour des Entreprises sous le numéro 0402.443.595,

ici représentée par Madame Laure SINESI, employée, demeurant professionnellement à L-2529 Howald, 45, rue des Scillas, en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée, laquelle procuration, signée "ne varietur" par la mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

Laquelle partie comparante, représentée comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentaire d'acter qu'elle est la seule associée actuelle de la société à responsabilité limitée "S. à r.l. WUST Construction LUXEMBOURG" (la "Société"), établie et ayant son siège social à L-9991 Weiswampach, 1, Am Hock, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 87411, constituée suivant acte reçu par Maître Blanche MOUTRIER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, en date du 2 mai 2002, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1142 du 29 juillet 2002,

dont les statuts ont été modifiés suivant acte reçu par:

- ledit notaire Blanche MOUTRIER en date du 9 mars 2005, acte publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 655 du 5 juillet 2005, et

- le notaire instrumentant en date du 18 juillet 2008, acte publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2088 du 28 août 2008,

et qu'elle a pris, par son mandataire, la résolution suivante:

Résolution

L'associée unique décide d'ajouter un alinéa supplémentaire à la fin de l'article 11 des statuts de la Société, afin de permettre la distribution de dividendes intérimaires, lequel aura la teneur suivante:

" **Art. 11. (nouvel alinéa à ajouter à la fin de l'article).** Des dividendes intérimaires peuvent être distribués dans les conditions suivantes:

- des comptes intérimaires sont établis sur une base trimestrielle ou semestrielle,
- ces comptes doivent montrer un profit suffisant, bénéfices reportés inclus,
- la décision de payer des dividendes intérimaires est prise par une assemblée générale extraordinaire des associés ou par l'associé unique."

Frais

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge à raison des présentes, s'élève approximativement à la somme de huit cent cinquante euros.

DONT ACTE, fait et passé à Howald, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire de la partie comparant, ès-qualité qu'elle agit, connue du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, elle a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Laure SINESI, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 16 mai 2014. Relation GRE/2014/1981. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Référence de publication: 2014078679/47.

(140092675) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 juin 2014.

KGJ Investments S.A., SICAV-SIF, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2370 Howald, 4, rue Peternelchen.

R.C.S. Luxembourg B 172.712.

In the year two thousand and fourteen, on the fifth of May.

Before Us Me Hellinckx, notary residing in Luxembourg, (Grand-Duchy of Luxembourg), undersigned;

there appeared:

Régis Galiotto, notary's clerk, with professional address at Luxembourg, acting in his capacity as special mandatory of KRISTIAN GERHARD JEBSEN GROUP LIMITED, an International Business Company initially duly incorporated under the laws of the British Virgin Islands and relocated in Bermuda since 12 September 2003, with a share capital of fifty thousand US Dollars (USD 50,000.-), registered with the Registrar of Companies of Bermuda under number 34006, with registered office at Par La Ville Place at 14, Par La Ville Road, Hamilton, HMJX, Bermuda (the "Sole Shareholder"), by virtue of a power of attorney conferred to him by the Sole Shareholder dated April 30th, 2014.

Said power of attorney will remain attached to the present deed, after having been signed *ne varietur* by the notary and the appearing party.

Such appearing party, in the capacity indicated above, requests the notary to certify his declarations as follows:

1) The company, KGJ Investments S.A., SICAV-SIF, a Luxembourg société anonyme, qualifying as an investment company with variable capital, governed by the law of 13 February 2007 relating to specialised investment funds (the "Company") was incorporated pursuant to a deed of Me Henri Hellinckx, residing in Luxembourg, dated 9 November 2012 published in the *Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations* number 2831 of 21 November 2012.

2) The Sole Shareholder holds all the shares in the share capital of the Company.

3) The agenda of the Meeting is worded as follows:

1. Update of the articles of association in the light of the modification of the rules governing the ownership of the shares of the Company;

2. Full amendment and restatement of the Articles;

3. Miscellaneous.

4) The entirety of the share capital of the Company being represented at the present Meeting, the Sole Shareholder considers itself as duly convened and declares to have perfect knowledge of the agenda which was communicated to it in advance and consequently waives all the rights and formalities it is entitled to for the convening of the Meeting.

The Sole Shareholder, as represented, took the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder resolves to amend the Articles in order to modify the rules governing the ownership of the shares of the Company, by inserting (i) cross-references to requirements established in the private placement memorandum of the Company, and (ii) the possibility for the Company to have one sole shareholder, in accordance with the prior authorization received from the Commission de Surveillance du Secteur Financier on May 2nd, 2014.

Second resolution

The Sole Shareholder resolves to approve the full amendment and restatement of the Articles to reflect the resolution above.

As a consequence the articles of association of the Company shall from now on be read as follow:

“Chapter I. - Form, Term, Object, Registered office

Art. 1. Name and Form. There is hereby established, a company in the form of a public limited company (société anonyme) qualifying as a société d’investissement à capital variable - fonds d’investissement spécialisé (investment company with variable capital - specialized investment fund) under the name of "KGJ Investments S.A., SICAV-SIF" (hereinafter the "Company").

The Company shall be governed by the Luxembourg law of 13 February 2007 relating to specialized investment funds, as amended from time to time (the "2007 Law") and by the Luxembourg law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended from time to time (the "1915 Law") (provided that in case of discrepancies or conflicts between the 1915 Law and the 2007 Law, the 2007 Law shall prevail) as well as by the present articles of incorporation of the Company (the "Articles").

The Company may have one shareholder (the “Sole Shareholder”) or several shareholders (the “Shareholders”).

Art. 2. Duration. The Company is incorporated for an unlimited period of time. The Company will not be dissolved by the death, suspension of civil rights, insolvency, liquidation or bankruptcy of the Sole Shareholder.

The Company may however be dissolved, at any time, by a resolution of the General Meeting (as defined below) adopted in the manner required for the amendment of the Articles.

Art. 3. Purpose and Corporate Object. The exclusive purpose of the Company is the investment of the funds available to it in assets of all kinds eligible under the 2007 Law, including other undertakings for collective investment, with a view to spreading investment risks and enabling its Shareholders to benefit from the results of the management thereof.

The Company may take any measures and conduct any operations it sees fit for the purpose of achieving or developing its purpose as per this article and in accordance with the 2007 Law, and in particular and without limitation:

- (a) make investments whether directly or through direct or indirect participations in subsidiaries of the Company or other intermediary vehicles;
- (b) borrow cash, cash equivalent instruments and/or securities in any form or obtain any form of credit facility and raise funds through, including, but not limited to, the issue of equities, and/or equity instruments;
- (c) advance, lend or deposit equity, and other equity and/or debt instruments;
- (d) enter into any guarantee, pledge or any other form of security, whether by personal covenant or by mortgage or charge upon all or part of the assets (present or future) of the Company or by all or any of such methods, for the performance of any contracts or obligations of the Company, or any director, manager or other agent of the Company, or any company in which the Company or its parent company has a direct or indirect interest, or any company being a direct or indirect Shareholder of the Company or any company belonging to the same group as the Company.

Art. 4. Registered Office. The registered office of the Company shall be in Howald (municipality of Hesperange), Grand-Duchy of Luxembourg. The registered office may be transferred through simple resolution of the Board within the municipality of Hesperange, and to any other place within the Grand-Duchy of Luxembourg by a resolution of the General Meeting (as defined below).

Branches, subsidiaries or other offices may be established, either in the Grand-Duchy of Luxembourg or abroad, by a decision of the board of directors of the Company (the “Board”).

If the Board considers that extraordinary events of a political, economic or social nature, likely to compromise the registered office’s normal activity or easy communications between this office and abroad, have occurred or are imminent, it may temporarily transfer the registered office abroad until such time as these abnormal circumstances have ceased completely; this temporary measure shall not, however, have any effect on the Company’s nationality, which, notwithstanding a temporary transfer of its registered office, shall remain a Luxembourg company.

Chapter II. - Capital

Art. 5. Share Capital and Capital Variation. The share capital of the Company shall be represented by shares of no nominal value, and shall at all times be equal to the total value of the net assets of the Company and its Sub-Funds (as defined below). The Company’s share capital shall vary, without any amendment to the Articles, as a result of the Company issuing new shares or redeeming its shares.

The minimum subscribed capital of the Company cannot be lower than the level provided for by the 2007 Law. Such minimum capital must be reached within a period of twelve (12) months after the date on which the Company has been authorized as a specialized investment fund under Luxembourg law.

Upon incorporation, the initial share capital of the Company was set at the equivalent in US Dollars (“USD”) of at least thirty one thousand Euro (“EUR”) (EUR 31,000.-) divided into forty-five Shares of no par value.

The initial share capital of the Company has been fully allocated to the sub-fund “KGJ Investments S.A., SICAV-SIF - Sub-Fund A”.

For the purpose of the consolidation of the accounts, the base currency of the Company shall be USD.

Art. 6. Sub-Funds. The Company is set-up as an umbrella structure, and may hence comprise one or several separate portfolio(s) of assets each representing a sub-fund (hereinafter referred to as a "Sub-Fund"), as defined in article 71 of the 2007 Law, and may be formed of one or more Classes of Shares (as defined below). The Board may, at any time, create one or more Sub-Fund(s); in such a case, it shall assign a particular name to them, which it may amend, and may limit or extend their lifespan if it sees fit.

Each Sub-Fund will make investments in accordance with the investment objective and policy applicable to it. The investment objective, policy and other specific features of each Sub-Fund are set forth in the private placement memorandum of the Company, as amended from time to time (the “Private Placement Memorandum”). Each Sub-Fund may have its own funding mechanism, Classes of Shares (as defined below), investment policy, capital gains, expenses and losses, distribution policy, duration or other specific features.

As between Shareholders, each portfolio of assets shall be invested for the exclusive benefit of the relevant Sub-Fund (s). The Company shall be considered as one single legal entity; however, with regard to third parties, in particular towards the Company’s creditors, each Sub-Fund shall be exclusively responsible for all liabilities attributable to it.

The Board, acting in the best interest of the Company, may decide, in the manner described in the Private Placement Memorandum, that all or part of the assets of two (2) or more Sub-Funds be co-managed amongst themselves on a segregated or on a pooled basis.

For the purpose of determining the capital of the Company, the net assets attributable to each Sub-Fund shall, if not expressed in USD, be converted into USD and the capital shall be the total of the net assets of all Sub-Funds and Classes.

Chapter III. - Shares

Art. 7. Form of Shares. The shares of the Company and its Sub-Funds whose features shall be as follows (the "Shares") may be issued in registered form only. The Company may not issue bearer Shares.

The Board may be entitled to issue, within any Sub-Fund, one or more “Founding Shares” (parts bénéficiaires) in the widest meaning permitted under the 2007 Law and the 1915 Law, in particular article 37.2 of the 1915 Law. Founding Shares shall have no voting rights. Each Founding Share provides its holder with a proportional right of ownership on the assets of the relevant Sub-Fund including its income and profits, capitalized or distributed. Founding Shares issued in a Sub-Fund and/or Class will in principle be entitled to the same financial rights as Shares issued within that Sub-Fund and/or Class. The Private Placement Memorandum shall further determine the number and features of the Founding Shares to be issued within a given Sub-Fund and/or Class. Assets represented by Founding Shares will be included in the calculation of the Net Asset Value (as defined in article 14 hereof).

I. Specificities of registered Shares:

- All Shares of the Company, which shall be issued in the registered form, shall be registered in the register of Shareholders kept by the Company (the "Register") or by one or more persons designated for this purpose by the Company, and such Register shall contain the name of each owner of registered Shares, his/her/its residence or elected domicile as indicated to the Company, the number of registered Shares held by him/her/it and the amounts paid up.

- The inscription of the Shareholder’s name in the Register evidences his/her/its right of ownership on such registered Shares. The Board shall decide whether a certificate for such inscription shall be delivered to the Shareholder or whether the Shareholder shall receive a written confirmation of his/her/its shareholding. Global certificates may also be issued at the discretion of the Board.

- The Share certificates, if any, shall be signed by the Board, or any duly authorized person. Such signatures shall be either manual, or printed, or in facsimile. The Company may issue temporary Share certificates in such form as the Board may determine.

- Shareholders entitled to receive registered Shares shall provide the Company with an address to which all notices and announcements may be sent. Such address will also be entered into the Register. In the event that a Shareholder does not provide an address, the Company may permit a notice to this effect to be entered into the Register and the Shareholder’s address will be deemed to be at the registered office of the Company, or at such other address as may be so entered into the Register by the Company from time to time, until another address shall be provided to the Company by such Shareholder. A Shareholder may, at any time, change his/her/its address as entered into the Register by means of a written notification to the Company at its registered office, or at such other address as may be set by the Company from time to time.

- Subject to the provisions of article 11 hereof, the transfer of registered Shares may be effected by a written declaration of transfer entered in the Register, such declaration of transfer to be executed by the transferor and the transferee or by persons holding suitable powers of attorney or in accordance with the provisions applying to the transfer of claims set forth in article 1690 of the Luxembourg Civil Code. The Company may also accept as evidence of transfer other instruments of transfer evidencing the consent of the transferor and the transferee, satisfactory to the Company.

Transfer of registered Shares shall be effected (i) if Share certificates have been issued, upon delivering the certificate or certificates representing such Shares to the Company along with other instruments of transfer satisfactory to the Company and (ii) if no Share certificates have been issued, by a written declaration of transfer to be inscribed in the Register, dated and signed by the transferor and transferee, or by persons holding suitable powers of attorney to act therefore. Any transfer of registered Shares shall be entered into the Register; such inscription shall be signed by one or more directors or officers of the Company or by one or more other persons duly authorized thereto by the Board.

II. Duplicate Share certificates:

In the event certificates have been issued upon subscription of the Shares:

- A duplicate Share certificate may be issued under such conditions and guarantees as the Company may determine, including but not restricted to, a bond issued by an insurance company, if a Shareholder so requests and proves to the satisfaction of the Company that his/her/its Share certificate has been lost, damaged or destroyed. The new Share certificate shall specify that it is a duplicate. Upon its issuance, the original Share certificate shall become null and void.

- Damaged Share certificates may be cancelled by the Company and replaced by new certificates.

- The Company may, at its election, charge to the Shareholder the costs of a duplicate or of a new Share certificate and all reasonable expenses incurred by the Company in connection with the issue and registration thereof or in connection with the annulment of the original Share certificate.

III. Fractions of Shares:

- The Board may decide to issue, within any Sub-Fund, fractional Shares. Such fractional Shares shall not be entitled to vote but shall be entitled to participate in the net assets attributable to the relevant Class on a pro rata basis.

- The Company recognizes only one single owner per Share. If one or more Shares are jointly owned or if the ownership of Shares is disputed, all persons claiming a right to such Share(s) have to appoint one single attorney to represent such Share(s) towards the Company. The failure to appoint such attorney implies a suspension of the exercise of all rights attached to such Shares. The same rule shall apply in the case of conflicts between an usufruct holder (usufruitier) and a bare owner (nu-proprétaire) or between a pledgor and a pledgee.

Art. 8. Classes of Shares. The Board may decide, at any time and subject to appropriate disclosure in the Private Placement Memorandum, to issue, within any Sub-Fund, one or more classes of Shares (one a "Class" and together the "Classes"), to be subscribed by the Shareholders), unless otherwise provided for in the Private Placement Memorandum.

Each Class may differ from the other Classes of the relevant Sub-Fund with respect to inter alia its fee and cost structure, its investors, the subscription/redemption process, the initial required investment amount, the distribution policy or the currency in which the Net Asset Value (as defined herein) is expressed or any other feature. Within each Class, there may be capitalization share-type and distribution share-types.

A separate Net Asset Value per Share, which may differ as a consequence of these variable factors, will be calculated for each Class in each Sub-Fund in the manner described in the Articles and Private Placement Memorandum.

Whenever dividends are distributed on distribution Shares, the portion of net assets of the Class to be allotted to all distribution Shares shall subsequently be reduced by an amount equal to the amounts of the dividends distributed, thus leading to a reduction in the percentage of net assets allotted to all distribution Shares, whereas the portion of net assets allotted to all capitalization Shares shall remain the same.

Within a Class, the Board may, from time to time and in its absolute discretion, decide to issue separate series of Shares. Each series (if applicable) of Shares of each Class shall rank equally in priority and preference with every other series of that Class except that any performance fee (if applicable) payable by the Company shall be allocated to each series of each Class based on the performance of that series of that Class with the result that Shares of each series of each Class may have a different Net Asset Value per Share. The capital contributions made in respect of each series (if applicable) of each Class shall be maintained in segregated accounts with separate records in the books of the Company. The Board may from time to time, combine two or more series of Shares within the same Class, convert Shares of one series into another series of the same Class, eliminate any series and create new series in its sole discretion without obtaining the approval of the relevant Shareholders.

The Board may decide not to issue or to cease issuing Classes, types or subtypes of Shares within the Company.

Art. 9. Issuance of Shares. The Shares are reserved to well-informed investors within the meaning of the 2007 Law (institutional, professional any other well-informed investors) (hereinafter "Well-Informed Investors") and the Board will refuse to issue Shares to the extent the legal or beneficial ownership thereof would belong to persons or companies which (i) do not qualify as Well-Informed Investors within the meaning of said law, and/or (ii) do not comply with specific requirements set-out in the Private Placement Memorandum.

Subject to the provisions of the 2007 Law, the Board is authorized without limitation to issue an unlimited number of Shares at any time, without reserving to the existing Shareholders a preferential right to subscribe for the Shares to be issued, except when such an issuance in a specific Class bearing specific distribution rights (i.e. carried interest rights) would have a material dilution effect for the existing holders of such Shares. In this latter case, subject to the terms of the Private Placement Memorandum, no additional Shares in the relevant Class shall be issued without preferential right

to subscribe for existing Shareholders without the approval of two thirds (2/3) of the votes attached to the relevant Shares of such existing Shareholders in the relevant Sub-Fund.

The Board may impose restrictions on the frequency at which Shares shall be issued in any Sub-Fund and/or Class; the Board may, in particular, decide that Shares of any Sub-Fund and/or Class shall only be issued during one or more offering periods or at such other periodicity as provided for in the Private Placement Memorandum.

In addition to the restrictions concerning the eligibility of investors as foreseen by the 2007 Law, the Board may determine any other subscription conditions such as:

- the minimum amount of initial or subsequent subscriptions;
- the minimum amount of the aggregate Net Asset Value of the Shares of a Class to be initially subscribed;
- the minimum amount of any additional Shares to be issued;
- the application of default interest payments on Shares subscribed yet unpaid when due;
- restrictions on the ownership of Shares and the minimum amount of any holding of Shares.

Such other conditions shall be disclosed and more fully described in the Private Placement Memorandum.

Whenever the Company offers Shares for subscription, the price per Share at which such Shares are offered shall be determined in compliance with the rules and guidelines set by the Board and reflected in the Private Placement Memorandum. The price so determined shall be payable within a period as determined by the Board and reflected in the Private Placement Memorandum.

The Board may delegate to any director, manager, officer or other duly authorized agent the power to accept subscriptions, to receive payment of the price of the new Shares to be issued and to deliver them.

The Company may, if a prospective Shareholder requests and the Board so agrees, satisfy any application for subscription of Shares which is proposed to be made by way of contribution in kind. The nature and type of assets to be accepted in any such case shall be determined by the Board and must correspond to the investment policy and restrictions of the relevant Sub-Fund. An ad hoc valuation report relating to the contributed assets must be delivered to the Board by a Luxembourg independent auditor (réviseur d'entreprises agréé), in full compliance with the applicable Luxembourg laws.

Art. 10. Redemption of Shares. The Board shall determine whether Shareholders within a given Sub-Fund may request the redemption of all or part of their Shares by the Company or not, and reflect the terms and procedures applicable in the Private Placement Memorandum and within the limits provided by law and the Articles.

The Company shall not proceed to redemption of Shares in the event the net assets of the Company would fall below the minimum capital requested in the 2007 Law as a result of such redemption.

The redemption price shall be determined in accordance with the rules and guidelines set by the Board and reflected in the Private Placement Memorandum. The price so determined shall be payable within a period as determined by the Board and reflected in the Private Placement Memorandum.

If as a result of any request for redemption, the number or the aggregate Net Asset Value of the Shares held by any Shareholder in a given Sub-Fund would fall below such number or such value as determined by the Board in the Private Placement Memorandum, then the Board may decide that this request be treated as a request for redemption for the full balance of such Shareholder's holding of Shares within the concerned Sub-Fund.

Furthermore, if, with respect to any given Valuation Day (as defined in article 14 hereof), redemption requests pursuant to this article and conversion requests pursuant to article 12 hereof exceed a certain level determined by the Board in relation to the number of Shares in issue within a Sub-Fund and/or Class, the Board may decide that part or all of such requests for redemption or conversion will be deferred for a period and in a manner that the Board considers to be in the best interest of the Company. Following that period, with respect to the next relevant Valuation Day, these redemption and conversion requests will be met in priority to later requests.

In addition, the Company may redeem Shares whenever the Board considers this redemption to be in the best interests of the Company or a given Sub-Fund and the Shareholders; and Shares may at all times be redeemed compulsorily in accordance with article 13 herein.

The Company shall have the right, if the Board so determines, to satisfy in specie the payment of the redemption price to any Shareholder who so agrees by allocating to this Shareholder investments from the portfolio of assets of the Sub-Fund equal to the value of the Shares to be redeemed. The nature and type of assets to be transferred in such case shall be determined on a fair and reasonable basis and without prejudicing the interests of the other Shareholders of the Sub-Fund and the valuation used shall be confirmed by a special report of a Luxembourg independent auditor (réviseur d'entreprises agréé). The costs of any such transfers shall be borne by the transferee.

All redeemed Shares will be cancelled.

Art. 11. Transfer of Shares. Shares held by a Shareholder may only be transferred, pledged or assigned (a "Transfer") as specified in the Private Placement Memorandum and in accordance with the terms and conditions detailed therein.

In such an event, any transfer or assignment of Shares is subject to the purchaser or assignee thereof fully and completely assuming in writing prior to the transfer or assignment, all outstanding obligations of the seller under the subscription agreement entered into by the seller or otherwise.

Shares may not be transferred, whether directly or indirectly, voluntarily or involuntarily (including, without limitation, to an affiliate or by operation of law), in the following circumstances:

1. the Transfer would result in a violation of applicable law or any term or condition of the Articles or of the Private Placement Memorandum;

2. the Transfer would result in the Company being required to register as an investment company under the United States Investment Company Act of 1940, as amended; and

3. it shall be an additional condition of any Transfer (whether permitted or required) that:

(i) the transferee undertakes to fully and completely fulfill all outstanding obligations of the transferor towards the Company under the transferor's subscription agreement, commitment or any other agreement setting out the terms of the participation of the transferor in the Company (including, for the avoidance of doubt, the provisions of the Private Placement Memorandum);

(ii) the transferor, at the same time as the transfer of Shares, procures the transfer to the transferee of all of its remaining commitment(s) to provide funds to the Company against the issue of Shares or otherwise, as the case may be;

(iii) the transferee is not a Restricted Person as defined in article 13 of the Articles.

Additional restrictions on the transfer of Shares may be set out in the Private Placement Memorandum with the Company in its whole or for a given Sub-Fund, in which case no transfer of all or any part of any Shareholder's Shares, whether direct or indirect, voluntary or involuntary (including, without limitation, to an Affiliate or by operation of law), shall be valid or effective if any of these additional restrictions on transfer are not complied with.

Art. 12. Conversion. Unless otherwise determined with respect to a particular Sub-Fund in the Private Placement Memorandum, Shareholders are not entitled to require the conversion of whole or part of their Shares of any Class into Shares of another Class, within the same Sub-Fund or amongst several Sub-Funds. When authorized, such conversions shall be subject to such restrictions as to the terms, conditions and payment of such charges and commissions as the Board shall determine in the Private Placement Memorandum.

The conversion method, fees and price shall be determined in accordance with the rules and guidelines reflected in the Private Placement Memorandum.

If, as a result of any request for conversion, the number or the aggregate Net Asset Value of the Shares held by any Shareholder in a given Sub-Fund would fall below such number or such value as determined by the Board, then the Company may decide that this request be treated as a request for conversion for the full balance of such Shareholder's Shares within this Sub-Fund.

Art. 13. Limitations on the Ownership of Shares. The Board may restrict or block the ownership of Shares in the Company by any natural person or legal entity if they are not Well-Informed Investors within the meaning of the 2007 Law and/or if the Board considers that this ownership:

- does not comply with specific requirements set-out in the Private Placement Memorandum;
- violates the laws and/or regulations of the Grand-Duchy of Luxembourg or of any other country;
- may subject the Company to taxation in a country other than the Grand-Duchy of Luxembourg (including without limitation causing the assets of the Company to be deemed to constitute "plan assets" for purposes of the US Department of Labour Regulations under ERISA); or
- may incur fines or penalties that it would not have otherwise incurred; or
- may otherwise be detrimental to the Company or to the interests of the other Shareholders.

Any individual or legal entity determined by the Board as falling within one of the above categories is defined as a "Restricted Person". A person or entity that does not qualify as Well-Informed Investor shall automatically be regarded as a Restricted Person. In such instance:

1. the Board may decline to issue any Shares and decline to register any transfer of Shares when it appears that such issue or transfer might or may have as a result the allocation of legal or beneficial ownership of the Shares to a person who is not authorized to hold Shares in the Company;

2. If it appears that a Restricted Person (either alone or together with other persons) is the owner of Shares in the Company, the Board may in its absolute discretion:

- a. decline to accept the vote of the Restricted Person at any General Meeting (as defined below); and/or
- b. retain all dividends paid or other sums distributed with regard to the Shares held by the Restricted Person; and/or
- c. instruct the Restricted Person to sell his/her/its Shares and to demonstrate to the Company that this sale was made within thirty (30) calendar days of the sending of the relevant notice, subject each time to the applicable restrictions on transfer as set out in the Articles; and/or

d. proceed with the compulsory redemption of all the relevant Shares, in which case the following procedure shall be applied:

(i) the Board shall send a notice (hereinafter called the "redemption notice") to the relevant investor possessing the Shares to be redeemed; the redemption notice shall specify the Shares to be redeemed, the price to be paid, and the place where this price shall be payable. The redemption notice may be sent to the investor by recorded delivery letter

to his last known address. The investor in question shall be obliged without delay to deliver to the Company the certificate (s), if there are any, representing the Shares to be redeemed specified in the redemption notice. From the closing of the offices on the day specified in the redemption notice, the investor shall cease to be the owner of the Shares specified in the redemption notice and the certificates representing these Shares shall be rendered null and void in the books of the Company;

(ii) the price at which the Shares specified in the redemption notice shall be redeemed (the "redemption price") shall be determined in accordance with the rules fixed by the Board and reflected in the Private Placement Memorandum. Payment of the redemption price will be made to the owner of such Shares in the reference currency of the relevant class, except during periods of exchange restrictions, and will be deposited by the Company with a bank in Luxembourg or elsewhere (as specified in the redemption notice) for payment to such owner upon delivery of the Share certificate or certificates, if issued, representing the Shares specified in such notice. Upon deposit of such redemption price as aforesaid, no person interested in the Shares specified in such redemption notice shall have any further interest in such Shares or any of them, or any claim against the Company or its assets in respect thereof, except the right of the Shareholders appearing as the owner thereof to receive the price so deposited (without interest) from such bank upon effective delivery of the Share certificate or certificates, if issued, as aforesaid.

The exercise by the Company of this power shall not be questioned or invalidated in any case, on the grounds that there was insufficient evidence of ownership of Shares by any person or that the true ownership of any Shares was otherwise than appeared to the Company at the date of any redemption notice, provided that in such case the said powers were exercised by the Company in good faith.

In particular, the Board may restrict or block the ownership of Shares in the Company by any "US Person" unless such ownership is in compliance with the relevant US laws and regulations. The term "US Person" means any resident or person with the nationality of the United States of America or one of their territories or possessions or regions under their jurisdiction, or any other company, association or entity incorporated under or governed by the laws of the United States of America or any person falling within the definition of "US Person" under such laws.

Art. 14. Calculation of the Net Asset Value. The net asset value of the Shares in every Sub-Fund, Class, type or sub-type of Shares of the Company, shall be determined at least once a year and expressed in the currency(ies) decided upon by the Board (the "Net Asset Value"), in accordance with Luxembourg law and the Luxembourg Generally Accepted Accounting Principles ("Luxembourg GAAP").

The Board shall decide the days by reference to which the assets of the Company or of the Sub-Funds shall be valued (each a "Valuation Day") and the appropriate manner to communicate the Net Asset Value per Share, in accordance with the legislation in force.

I. The Company's assets shall include:

- all cash in hand or on deposit, including any interest accrued thereon;
- all bills and promissory notes payable and accounts receivable (including proceeds of participations, properties, property rights, securities or any other assets sold but not delivered);
- all shares, units, convertible securities, debt and convertible debt securities or other securities of Subsidiaries registered in the name of the Sub-Fund;
- all securities, shares, bonds, time notes, certificates of deposit, shares, stock, debentures, debenture stocks, options or subscription rights, warrants, money market instruments, and all other investments and transferable securities belonging to the Sub-Fund;
- all dividends and distributions payable to the Sub-Fund either in cash or in the form of stocks and shares (the Company may, however, make adjustments to account for any fluctuations in the market value of transferable securities resulting from practices such as ex-dividend or ex-claim negotiations);
- all real estate (in these Articles, the term "Real Estate" has the meaning as given by the Luxembourg financial regulator and any Luxembourg applicable laws and regulations in including without limitations real estate properties, participations in real estate companies, etc), properties or property rights registered in the name of the Company, its Sub-Fund(s) or any of the Subsidiaries;
- all rentals accrued on any Real Estate or interest accrued on any interest-bearing assets owned by the Company or its Sub-Fund, except to the extent that the same is included or reflected in the value attributed to such asset;
- all outstanding accrued interest on any interest-bearing securities belonging to the Sub-Fund, unless this interest is included in the principal amount of such securities;
- the Sub-Fund's preliminary expenses, to the extent that such expenses have not been fully amortized within one (1) year of the relevant Sub-Fund's formation;
- the Sub-Fund's other fixed assets, including office buildings, equipment and fixtures;
- all other assets of any kind and nature reflected in accordance with Luxembourg law and Luxembourg GAAP including expenses paid in advance, insofar as the same have not been written off.

II. The Company's liabilities shall include:

- all borrowings/loans, bills, promissory notes and accounts payable;

- all known liabilities, whether or not already due, including all contractual obligations that have reached their term, involving payments made either in cash or in the form of assets, including the amount of any dividends declared by the Board but not yet paid;

- all accrued interest on such loans and other indebtedness for borrowed money (including accrued fees for commitment for such loans and other indebtedness);

- all accrued or payable expenses (including administrative expenses, management and advisory fees, including incentive fees (if any), custody fees, paying agency, registrar and transfer agency fees and domiciliary and corporate agency fees as well as reasonable disbursements incurred by the service providers);

- all known liabilities, present and future, including all matured contractual obligations for payments of money or property, including the amount of any unpaid distributions declared by the Board, where the Valuation Day falls on the record date for determination of the person entitled thereto or is subsequent thereto;

- an appropriate provision for future taxes based on capital and income to the calculation day, as determined from time to time by the Board, and other reserves (if any) authorized and approved by the Board, as well as such amount (if any) as the Board may consider to be an appropriate allowance in respect of any contingent liabilities of the Sub-Fund;

- all other liabilities of the Sub-Fund of any kind reflected in accordance with Luxembourg law and Luxembourg GAAP, except liabilities represented by Shares. In determining the amount of such liabilities, the Board shall take into account all expenses payable by the Sub-Fund including, but not limited to:

* formation expenses, provided they are fully amortized within one (1) year from the incorporation of the Company;

* expenses in connection with and fees payable to the Board, service providers, accountants, depository banks/custodians and correspondents, brokers, registrar and transfer agents, paying agents, distributors, permanent representatives in places of registration and auditors;

* administration and domiciliary services, promotion, printing, reporting, publishing (including advertising or preparing and printing of the Memorandum, explanatory memoranda, registration statements, financial reports) and other operating expenses;

* the cost of buying and selling assets (transaction costs);

* interest and bank charges; and

* taxes and other governmental charges.

The Company may calculate administrative and other expenses of a regular or recurring nature on an estimated basis annually or for other periods in advance and may accrue the same in equal proportions over any such period.

III. The value of the Company's assets shall be determined as follows:

a) the value of any cash in hand or on deposit, discount notes, bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid and not yet received, shall be equal to the entire amount thereof, unless the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof shall be determined after making such discount as the Board may consider appropriate in such case to reflect the true value thereof;

b) the value of all portfolio securities and money market instruments or derivatives that are listed on an official stock exchange or traded on any other regulated market will be based on the last available price on the principal market on which such securities, money market instruments or derivatives are traded, as supplied by a recognized pricing service approved by the Board. If such prices are not representative of the fair value, such securities, money market instruments or derivatives as well as other permitted assets may be appraised at a fair value at which it is expected that they may be resold, as determined in good faith under the direction of the Board;

c) the value of money market instruments which are not quoted or traded on a regulated market will be appraised at the fair value at which they are expected to be resold, as determined in good faith under the direction of the Board;

d) the value of unlisted securities and private equity securities will be appraised at fair value under the direction of the Board in accordance with appropriate professional valuation standards;

e) investment in Real Estate registered in the name of the Sub-Fund or a direct or indirect Subsidiary will be valued by one or more Independent Appraisers at the end of each Financial Year and on such other days as the Board may determine, in accordance with its/their applicable professional valuation standards;

f) the value of the participations in UCIs and investment funds shall be based on the last available valuation. Generally, such participations will be valued in accordance with the methods provided by the documents governing such vehicles. These valuations shall normally be provided by the Company administrator or valuation agent of the vehicle. To ensure consistency within the valuation of the Company/Sub-Fund, if the time at which the valuation of the relevant vehicle is calculated does not coincide with the valuation time of the Company/Sub-Fund, and such valuation is determined to have changed materially since it was calculated, then the NAV may be adjusted to reflect the change as determined in good faith under the direction of the Board;

g) all other securities and other assets, including debt securities and securities for which no market quotation is available, are valued on the basis of dealer-supplied quotations or by a pricing service approved by the Board or, to the extent such prices are not deemed to be representative of Market Values, such securities and other assets shall be valued at fair value as determined in good faith pursuant to procedures established by the Board. Money market instruments

held by the Company/Sub-Fund with a remaining maturity of ninety (90) days or less will be valued by the amortized cost method, which approximates Market Value;

h) the valuation of swaps will be based on their market value, which itself depends on various factors (e.g. level and volatility of the underlying asset, market interest rates, residual term of the swaps). Any adjustments required as a result of issues and redemptions are carried out by means of an increase or decrease in the nominal of the swaps, traded at their market value;

i) the valuation of derivatives traded over-the-counter (OTC), such as futures, forward or option contracts not traded on exchanges or on other recognized markets, will be based on their net liquidating value determined pursuant to the policies established by the Board on the basis of recognized financial models in the market and in a consistent manner for each category of contracts. The net liquidating value of a derivative position is to be understood as being equal to the net unrealized profit/loss with respect to the relevant position;

j) the value of other assets will be determined prudently and in good faith under the direction of the Board in accordance with the relevant valuation principles and procedures;

k) the value of all assets and liabilities not expressed in the Reference Currency will be converted into the Reference Currency at the relevant rates of exchange ruling on the relevant valuation day. If such quotations are not available, the rate of exchange will be determined with prudence and in good faith by or under procedures established by the Board;

l) the amortized cost method of valuation for short-term transferable debt securities may be used. This method involves valuing a security at its cost and thereafter assuming a constant amortization to maturity of any discount or premium regardless of the impact of fluctuating interest rates on the market value of the security. While this method provides certainty in valuation, it may result during certain periods in values which are higher or lower than the price which the Company/Sub-Fund would receive if it sold the securities. For certain short term transferable debt securities, the yield to a Shareholder may differ somewhat from that which could be obtained from a similar structure which marks its portfolio securities to market each day.

All valuation regulations and determinations shall be interpreted and made in accordance with the valuation/accounting principles specified in the Private Placement Memorandum.

The Board, at its discretion, may authorize the use of other methods of valuation if it considers that such methods would enable the fair value of any asset of the Company to be determined more accurately, including whenever extraordinary circumstances render valuations above impracticable or inadequate.

Where necessary, the fair value of an asset is determined by the Board, or by a committee appointed by the Board, or by a designee of the Board.

If, since the time of determination of the Net Asset Value per Share in any Class in a particular Sub-Fund, there has been a material change in the quotations in the markets on which a substantial portion of the investments of that Sub-Fund are dealt in or quoted, the Board may, in order to safeguard the interests of the Shareholders and the Company, cancel the first valuation of the Net Asset Value per Share and carry out a second valuation. All subscription, redemption and conversion orders received with respect to this valuation day will be dealt with at the next following Net Asset Value per Share.

For each Sub-Fund, adequate provisions will be made for expenses incurred and due account will be taken of any off-balance sheet liabilities in accordance with fair and prudent criteria.

The value of all assets and liabilities not expressed in the reference currency of the relevant Sub-Fund will be converted into the reference currency of that Sub-Fund at rates last quoted by any major bank. If such quotations are not available, the rate of exchange will be determined in good faith by or under procedures established by the Board.

For each Sub-Fund or Class, the Net Asset Value per Share shall be calculated in the relevant reference currency with respect to each Valuation Day by dividing the net assets attributable to such Sub-Fund or Class (which shall be equal to the assets minus the liabilities attributable to such Sub-Fund or Class) by the number of Shares issued and in circulation in such Sub-Fund or Class. Assets and liabilities of each Sub-Fund or Class expressed in foreign currencies shall be converted into the relevant reference currency, based on the relevant exchange rate.

The Company's net assets shall be equal to the sum of the net assets of all its Sub-Funds.

The Net Asset Value per Share of the different Sub-Funds and/or Classes can differ as a result of the declaration/payment of dividends, differing fee and/or cost structures or different hedging strategy for each Sub-Fund and/or Class.

In the absence of bad faith, gross negligence or manifest error, every decision to determine the Net Asset Value taken by the Board or by any bank, company or other organization which the Board may appoint for such purpose, shall be final and binding on the Company and present, past or future Shareholders.

The Net Asset Value per Share and the issuance and redemption prices per Share of each Sub-Fund and/or Class, may be obtained during business hours at the registered office of the Company.

Art. 15. Allocation of Assets and Liabilities Among the Sub-Funds. For the purpose of allocating the assets and liabilities among the Sub-Funds, the Board shall establish a portfolio of assets and liabilities for each Sub-Fund in the following manner:

- the proceeds from the issuance of each Share of each Sub-Fund are to be applied in the books of the Company to the portfolio of assets established for that particular Sub-Fund, and the assets, liabilities, income and expenditures attributable thereto are applied to such portfolio subject to the following provisions;
- where any asset is derived from another asset, such derivative asset is applied in the books of the Company to the same Sub-Fund portfolio, as the asset from which it was derived and on each revaluation of an asset, the increase or diminution in value is applied to the relevant portfolio;
- where the Company incurs a liability which relates to any asset of a particular portfolio or to any action taken in connection with an asset of a particular Sub-Fund portfolio, such liability is allocated to the relevant Sub-Fund portfolio;
- in the case where any asset or liability of the Company cannot be considered as being attributable to a particular Sub-Fund portfolio, such asset or liability is allocated to all the Sub-Funds portfolios in equal parts or, if the amounts so justify, pro rata to the Net Asset Values of the relevant Sub-Funds;
- upon the payment of dividends to the holders of Shares in any Sub-Fund, the Net Asset Value of such Sub-Fund shall be reduced by the amount of such dividends.

Towards third parties, the assets of a given Sub-Fund will be liable only for the debts, liabilities and obligations concerning that Sub-Fund. In relations among Shareholders, each Sub-Fund is treated as a separate entity. The liabilities of each Sub-Fund shall be segregated on a "Sub-Fund by Sub-Fund" basis, with third party creditors having recourse only to the assets of the relevant Sub-Fund.

Art. 16. Suspension of Calculation of the Net Asset Value. The Board may suspend the determination of the Net Asset Value and/or, where applicable, the subscription, redemption and/or conversion of Shares in one or several Sub-Funds, in the following cases:

- when the stock exchange(s) or market(s) that supplies/supply prices for a significant part of the assets of the relevant Sub-Fund(s), are closed otherwise than for ordinary holidays, or in the event that transactions on such a market are suspended, or are subject to restrictions, or are impossible to execute in volumes allowing the determination of fair prices, provided that such restriction/suspension affects the valuation of the relevant Sub-Fund(s)'s investments;
- when the information or calculation sources normally used to determine the value of the relevant Sub-Fund(s)'s assets are unavailable, or if the value of an investment cannot be determined with the required speed and accuracy for any reason whatsoever, including in the event of breakdown of the communication means normally used;
- when exchange or capital transfer restrictions prevent the execution of transactions or if purchase or sale transactions cannot be executed at normal rates;
- when the political, economic, military or monetary environment, or an event of force majeure, prevent the relevant Sub-Fund(s) from being able to manage normally its assets or its liabilities and prevent the determination of their value in a reasonable manner;
- when, for any other reason, the prices of any significant investments owned by the relevant Sub-Fund(s) cannot be promptly or accurately ascertained;
- when the relevant Sub-Fund(s) is in the process of establishing exchange parities in the context of a merger, a contribution of assets, an asset or Share split or any other restructuring transaction;
- when there is a suspension of redemption or withdrawal rights by one or several investment funds in which the relevant Sub-Fund(s) is invested;
- when the Board so decides, provided all Shareholders are treated on an equal footing and all relevant laws and regulations are applied (i) as soon as an extraordinary General Meeting (as defined below) or of the relevant Sub-Fund (s) has been convened for the purpose of deciding on the liquidation or dissolution or the merger or absorption of the Company or of the relevant Sub-Fund(s) and (ii) when the Board is empowered to decide on this matter, upon its decision to liquidate or dissolve or merge the Company or the relevant Sub-Fund(s);
- upon the publication of a notice convening a General Meeting (as defined below) for the purpose of resolving the winding-up of the Company or of the relevant Sub-Fund(s);
- during any period when the Company is unable to repatriate funds for the purpose of making payments on the redemption of shares of such class of shares or during which any transfer of funds involved in the realisation or acquisition of investments or payments due on redemption of shares cannot, in the opinion of the Board, be effected at normal rates of exchange;
- in exceptional circumstances which shall be duly justified, whenever the Board considers it necessary in order to avoid irreversible negative effects on the Company or of the relevant Sub-Fund(s), in compliance with the principle of equal treatment of Shareholders and in their best interests.

In the event of exceptional circumstances which could adversely affect the interest of the Shareholders or insufficient market liquidity, the Board reserves the right to determine the Net Asset Value only after it shall have completed the

necessary purchases and sales of securities, financial instruments or other assets on behalf of the Company or of the relevant Sub-Fund(s).

When Shareholders are entitled to request the redemption or conversion of their Shares, if any application for redemption or conversion is received in respect of any relevant Valuation Day in a given Sub-Fund (the "First Valuation Day") which either alone or when aggregated with other applications so received in that Sub-Fund, is above the liquidity threshold determined by the Board, the Board reserves the right in its sole and absolute discretion (and in the best interests of the remaining Shareholders) to scale down pro rata each application with respect to such First Valuation Day so that no more than the corresponding amounts be redeemed or converted on such First Valuation Day. To the extent that any application is not given full effect on such First Valuation Day by virtue of the exercise of the power to pro-rate applications, it shall be treated with respect to the unsatisfied balance thereof as if a further request had been made by the Shareholder in respect of the next following Valuation Day and, if necessary, subsequent Valuation Days, until such application shall have been satisfied in full. With respect to any application received in respect of the First Valuation Day, to the extent that subsequent applications shall be received in respect of following Valuation Days, such later applications shall be postponed in priority to the satisfaction of applications relating to the First Valuation Day, but subject thereto shall be dealt with as set out in the preceding sentence.

The suspension of the calculation of the Net Asset Value and/or, where applicable, of the subscription, redemption and/or conversion of Shares, shall be notified to the relevant persons through all means reasonably available to the Company, unless the Board is of the opinion that a publication is not necessary considering the short period of the suspension.

Such a suspension decision shall be notified to any Shareholders requesting redemption or conversion of their Shares.

The suspension measures provided for in this article may be limited to one or more Sub-Funds.

Art. 17. Side Pockets. The Board may decide to designate one or more specified investments that (i) lack a readily assessable market value, (ii) are hard to value and/or (iii) are illiquid as side pocket investments (the "Side Pocket Investments").

Subject to any required regulatory approval and after the Shareholders have duly been informed, the Board is entitled to compulsorily convert, on a pro rata basis, a portion of the outstanding Shares of each Class (if any) of the relevant Sub-Fund(s) into:

- a "side pocket class" (the "SP Class") which has newly been formed by the Board within the relevant Sub-Fund; or
- a "side pocket Sub-Fund" (the "SP Sub-Fund"), which has specifically created for this purpose by the Board within the Company.

The SP Class or SP Sub-Fund will have an initial Net Asset Value equal to the fair value (which may be the cost) of such Side Pocket Investments net of any costs including deferred fees attributable to that SP Class or SP Sub-Fund.

The Net Asset Value of an SP Class shall not exceed (at the moment of the creation of the SP Class) thirty percent (30%) of the Net Asset Value of the relevant Sub-Fund, and the Side Pocket Investments constituting the portfolio of an SP Sub-Fund must comply with the legal requirements as regards risk diversification.

Any such decision will be taken by the Board with due care and in good faith in the best interest of the Shareholders. The creation of an SP Class or SP Sub-Fund is designed to:

- (a) protect redeeming Shareholders from being paid an amount in respect of these Side Pocket Investments that may be less than their ultimate realization value;
- (b) protect the non-redeeming Shareholders against the disposal of part or all of the most liquid investments in order to satisfy the then-outstanding redemption requests;
- (c) protect new investors by ensuring that they are not exposed to these Side Pocket Investments when subscribing for new Shares in the Sub-Fund where an SP Class was created; or
- (d) avoid a suspension of the calculation of the Net Asset Value (and of subscriptions and redemptions) that may negatively impact the other assets of the relevant Sub-Fund.

The Shares of the SP Class or SP Sub-Fund will be treated as if redeemed as of the date of the compulsory conversion of the relevant Shares into Shares of the SP Class or SP Sub-Fund. The Shares of the SP Class or SP Sub-Fund will further entitle their holders to participate on a pro rata basis in the relevant Side Pocket Investments. The Shares of the SP Class or SP Sub-Fund, upon the Board's decision, may not be redeemable upon request by a concerned Shareholder.

The Side Pocket Investments will be subject to a separate accounting and the assets and liabilities allocated to an SP Class shall be segregated from other Classes of the Sub-Fund. For the purpose of calculating the Net Asset Value of the SP Class or SP Sub-Fund, the Side Pocket Investments will either be valued at their fair value estimated in good faith and with prudent care by the Board or remain booked at the value of the relevant Side Pocket Investments at the time of the conversion of the relevant Shares into Shares of the SP Class or SP Sub-Fund.

Chapter IV. - Administration and Management of the Company

Art. 18. Directors. The Company shall be managed by a Board composed of not less than three members, who need not be Shareholders of the Company. They shall be elected for a term not exceeding six years. In case a director is elected

without any indication on the term of his mandate, he is deemed to be elected for six years from the date of his election. Upon expiry of its mandate, a director may seek reappointment.

The directors shall be elected by a General Meeting (as defined below), which shall further determine the number of directors, their remuneration and the term of their office. Directors shall be elected by the majority of the votes of the Shares present or represented at such General Meeting. Any director may be removed with or without cause or be replaced at any time by resolution adopted by the General Meeting. The director removed will remain in function until its successor is elected and take up its functions. In the event of a vacancy in the office of director, the remaining directors may temporarily fill such vacancy; the Shareholders shall take a final decision regarding such nomination at their next General Meeting.

The Board is vested with the broadest powers to perform all acts of disposition, management and administration within the Company's purpose, in compliance with the investment policy and investment restrictions as determined in these Articles and the Private Placement Memorandum.

All powers not expressly reserved by law or by the present Articles of Incorporation to the General Meeting are in the competence of the Board.

The Board may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company and the representation of the Company for such daily management and affairs to any member of the Board, officers or other agents, legal or physical person, who may but are not required to be Shareholders of the Company, under such terms and with such powers as the Board shall determine and who may, if the Board so authorizes, sub-delegate their powers.

The Board may also confer all powers and special mandates to any person, and may, in particular appoint any officers, including a general manager and any assistant general managers as well as any other officers that the Company deems necessary for the operation and management of the Company. Such appointments may be cancelled at any time by the Board. The officers need not be directors or Shareholders of the Company. Unless otherwise stipulated by these Articles of Incorporation, the officers shall have the rights and duties conferred upon them by the Board. Furthermore, the Board may create from time to time one or several committees composed of directors and/or external persons and to which it may delegate powers as appropriate. The Board may also confer special powers of attorney by notarial or private proxy.

Art. 19. Board meetings. The Board shall choose from among its members a chairman. The Board may choose one or more vice-chairmen. It may also choose a secretary, who need not be a director, who shall write and keep the minutes of the meetings of the Board and of the Shareholders. The Board shall meet upon call by the chairman or any two directors, in Luxembourg or as the case may be from time to time any such other place as indicated in the notice of such meeting. The chairman shall preside at the meetings of the Board and of the Shareholders. In his absence, the Shareholders or the directors shall decide by a majority vote that another director, or in case of a Shareholders' meeting, that any other person shall be in the chair of such meetings.

Written notice of any meeting of the Board shall be given to all directors at least twenty-four hours prior to the date set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of meeting. This notice may be waived by consent in writing or by cable, e-mail, facsimile transmission or any other similar means of communication, of each director. Separate notice shall not be required for meetings held at times and places fixed in a resolution adopted by the Board.

Any director may act at any meeting by appointing in writing, by cable, e-mail, facsimile transmission or any other similar means of communication another director as his proxy. A director may represent several of his colleagues. Any director may participate in a meeting of the Board by conference call, video conference or similar means of communications equipment complying with technical features which guarantee an effective participation to the meeting allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another on a continuous basis and allowing an effective participation of such persons in the meeting. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting. A meeting held through such means of communication is deemed to be held at the registered office of the Company. Each participating director shall be authorized to vote by video or by telephone.

The directors may only act at duly convened meetings of the Board. The directors may not bind the Company by their individual signatures, except if specifically authorized thereto by resolution of the Board.

The Board can deliberate or act validly only if at least the majority of the directors are present or represented. Resolutions are taken by a majority vote of the directors present or represented and shall not be taken without the consent of the chairman of the Board. In the event that at any meeting the number of votes for and against a resolution is equal, the chairman of the meeting shall have a casting vote.

Resolutions of the Board will be recorded in minutes signed by the chairman of the meeting or, in his absence, by the chairman pro tempore who presided at such meeting or by any two directors. Copies of extracts of such minutes to be produced in judicial proceedings or elsewhere will be validly signed by the chairman of the meeting or any two directors.

Resolutions in writing approved and signed by all directors shall have the same effect as resolutions voted at the Board meetings; each director shall approve such resolution in writing, by telefax or any other similar means of communication. Such approval shall be confirmed in writing and all documents shall form the record that proves that such decision has been taken.

Art. 20. Corporate Signature. With respect to third parties, the Company is validly bound by the joint signatures of any two directors, including the chairman of the Board or by the single or plural signature(s) of one or more other person (s) to whom authority has been delegated by the Board, as the case may be within the limits of such power.

Art. 21. Liability of Shareholders. The Shareholders shall refrain from acting on behalf of the Company or the Board or any delegates in any manner or capacity, other than by exercising their rights as Shareholders in General Meetings (as defined below), and shall then only be liable to the extent of their contributions to the Company.

Art. 22. Investment Policy and Restrictions. The Board, based upon the principle of risk spreading, has the power to determine (i) the investment policies to be applied for the Company with respect to its Sub-Funds, (ii) the hedging strategy to be applied in respect of any Sub-Fund and/or Class as the case may be, if any and (iii) the course of conduct of the management and business affairs of the Company with respect to its Sub-Funds, all within the investment powers and restrictions as shall be set forth by the Board in the Private Placement Memorandum, in compliance with applicable laws and regulations.

The Board shall also have the power to determine any restrictions which shall from time to time be applicable to the investment of the assets of the Company or relevant Sub-Fund(s), in accordance with the 2007 Law including, without limitation, restrictions in respect of:

- the borrowings of the Company and/or Sub-Fund and the pledging of its assets; and
- the maximum percentage of the assets the Company or relevant Sub-Fund(s) which may be invested in any single underlying asset and the maximum percentage of any type of investment which may be acquired.

The Board, acting in the best interests of the Company or relevant Sub-Fund(s), may decide, in accordance with the terms of the Private Placement Memorandum, that all or part of the assets of the Company or relevant Sub-Fund(s) be co-managed on a segregated basis with other assets held by other investors, including other UCIs and/or their sub-funds.

Art. 23. Conflict of Interests. No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that the Board or any one or more of the directors and/or officers of the Board is interested in, or is a director, associate, officer or employee of, such other company or firm.

Any member or officer of the Board who serves as a director, manager, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

In the event that any member or officer of the Board may have any personal and opposite interest in any transaction of the Company, such director shall make known to the Board such personal and opposite interest and shall not consider or vote upon any such transaction, and such transaction, and the interest of this director or officer therein, shall be reported to the next following annual General Meeting (as defined below). The term "opposite interest", as used in the preceding sentence, shall not include any relationship with or without interest in any matter, position or transaction involving the investment manager, the depository bank or such other person, company or entity as may from time to time be determined by the Board in its discretion.

The preceding paragraph does not apply to resolutions of the Board concerning transactions made in the ordinary course of business of the Company, which are taken on arm's length terms.

Art. 24. Indemnification. The Board and each manager, partner, shareholder, director, officer, employee, agent or controlling person of the Company and any of its delegates/representatives ("Indemnified Persons") will be exculpated and entitled to indemnification to the fullest extent permitted by law by the Company against any cost, expense (including attorneys' fees), judgment and/or liability, reasonably incurred by, or imposed upon such person in connection with any action, suit or proceeding (including any proceeding before any administrative or legislative body or agency) to which such person may be made a party or otherwise involved or with which such person will be threatened by reason of being or having been an Indemnified Person; provided, however, that any such person will not be so indemnified with respect to any matter as to which such person is determined not to have acted in good faith in the best interests of the Company (or relevant Sub-Fund) or with respect to any manner in which such person acted in a grossly negligent manner or in material breach of the constitutive documents of the Company or any provisions of relevant service agreement.

Notwithstanding the foregoing, advances from funds of the Company to an Indemnified Person for legal expenses and other costs incurred as a result of a legal action will be made only if the following three conditions are satisfied: (1) the legal action relates to the performance of duties or services by such person on behalf of the Company; (2) the legal action is initiated by a third party to the Company; and (3) such person undertakes to repay the advanced funds in cases in which it is finally and conclusively determined that it would not be entitled to indemnification hereunder.

If an Indemnified Person is determined to have acted in bad faith or recklessness, committed a fraud, gross negligence or willful misconduct, it will then have to reimburse all the expenses paid by the Company on its behalf under the preceding paragraph.

The Company shall not indemnify the Indemnified Persons in the event of claim resulting from legal proceedings between the Company and each manager, partner, shareholder, director, officer, employee, agent or controlling person of the same.

Chapter V. - General Meetings

Art. 25. General Meetings of the Company. In the case of a Sole Shareholder, the Sole Shareholder assumes all powers conferred to the General Meeting (as defined below). In these Articles, decisions taken, or powers exercised, by the General Meeting shall be a reference to decisions taken, or powers exercised, by the Sole Shareholder as long as the Company has only one shareholder. The decisions taken by the Sole Shareholder are documented by way of minutes.

In the case of a plurality of Shareholders, any regularly constituted meeting of the Shareholders of the Company (the "General Meeting") shall represent the entire body of Shareholders of the Company. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company, provided that, any resolution of the General Meeting amending the Articles or creating rights or obligations vis-à-vis third parties must be approved by the Board.

An annual general meeting (the "Annual General Meeting") shall be held in Luxembourg, either at the Company's registered office or at any other location in Luxembourg, to be specified in the notice of the meeting, on the second Wednesday of the month of June at 4:00 pm (Luxembourg time). If this day is not a banking day in Luxembourg, the annual General Meeting shall be held on the next banking day. The Annual General Meeting may be held abroad if the Board, acting with sovereign powers, decides that exceptional circumstances so require.

Other General Meetings may be held at the place and on the date specified in the notice of meeting.

Each Share, notwithstanding its value, shall provide entitlement to one vote. Fractions of Shares do not give their holders any voting right.

Art. 26. Notices, Quorum Requirements, Majority and Powers of Attorney. Unless otherwise described therein, the requirements for participation, the quorum and the majority at each General Meeting are those outlined in articles 67 and 67-1 of the 1915 Law.

Notwithstanding the above, any resolution of a General Meeting to the effect of amending the Articles must be passed with:

(i) at first call: a presence quorum of fifty percent (50%) of the Shares issued by the Company, the approval of a majority of at least two-thirds (2/3) of the votes validly cast by the Shareholders present/represented at the General Meeting;

(ii) at the second call: with no quorum requirement for the second call, the approval of a majority of at least two-thirds (2/3) of the votes validly cast by the Shareholders present/represented at the General Meeting.

At all General Meetings, resolutions must be adopted at the indicated majority, the calculation of which will only be made by counting the expressed votes. Votes relating to Shares for which Shareholders did not participate, abstained from voting, or cast a blank (blanc) or spoilt (nul) vote are not taken into account to calculate the majority.

General Meetings shall be convened by the Board pursuant to a notice setting forth the agenda and sent, to all Shareholders when they are all registered, by registered letter at least eight (8) calendar days prior to the meeting at the Shareholder's address recorded in the Register of Shareholders. The giving of such notice to registered Shareholders needs not be justified to the meeting. If bearer Shares are issued, the notice of meeting shall in addition be published as provided by law in the "Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations", in one or more Luxembourg newspapers, and in such other newspapers as the Board may decide.

If all Shareholders are present or represented and considers themselves as being duly convened and informed of the agenda, the General Meeting may take place without notice of meeting.

The Board may determine all other conditions that must be fulfilled by Shareholders in order to attend any General Meeting.

The Board, as well as the Luxembourg independent auditor of the Company or, if exceptional circumstances so require, any two (2) members of the Board acting jointly may convene a General Meeting. They shall be obliged to convene a General Meeting so that it is held within a period of one month, if Shareholder representing one-tenth (1/10) of the subscribed Share capital requires it in writing, with an indication of the agenda. One or more Shareholder representing at least one tenth (1/10) of the subscribed Share capital may require the entry of one or more items on the agenda of any General Meeting. This request must be addressed to the Company at least five (5) days before the relevant General Meeting.

In accordance with article 68 of the 1915 Law, any resolution of the General Meeting affecting the rights of the holders of Shares of any Sub-Fund, class or type vis-à-vis the rights of the holders of Shares of any other Sub-Fund(s), class(es) or type(s) shall be subject to a resolution of the General Meeting of such Sub-Fund(s), class(es) or type(s). The resolutions, in order to be valid, must be adopted in compliance with the quorum and majority requirements referred herein, with respect to each concerned Sub-Fund(s), class(es) or type(s).

Shareholder may take part in meetings by designating in writing or by facsimile, telegram or telex, or e-mail with an electronic signature, other persons to act as their proxy.

Shareholder may vote in writing (by way of voting bulletins) on resolutions submitted to the General Meeting provided that the written voting bulletins include (i) the first and last names, address and signature of the relevant Shareholder, (ii) the indication of the Shares for which the Shareholder will exercise such right, (iii) the agenda as set forth in the convening notice and (iv) the voting instructions (approval, refusal, abstention) for each point of the agenda. In order to be taken

into account, the original voting bulletins must be received by the Company forty-eight (48) hours before the relevant General Meeting.

Shareholder may also participate in a General Meeting by conference call, video conference or similar means of communications equipment whereby (i) the Shareholder attending the meeting can be identified, (ii) all persons participating in the meeting can hear and speak to each other, (iii) the transmission of the meeting is performed on an on-going basis and (iv) the Shareholder can properly deliberate, and participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting.

Before commencing any deliberations, the chairman, secretary and scrutineer of the General Meeting shall be appointed by the Shareholder, upon proposition of the Board. The chairman, the secretary and the scrutineer together form the General Meeting's bureau. The minutes of the General Meeting will be signed by the members of the bureau of the General Meeting and by any Shareholder who wishes to do so. However, in case decisions of the General Meeting have to be certified, copies or extracts for use in court or elsewhere must be signed by the chairman of the Board or any two other directors.

Art. 27. General Meetings in a Sub-Fund or with respect to a Class. The provisions of articles 25 and 26 hereof shall apply, mutatis mutandis, to such General Meetings which shall then deliberate on matters specific to a given Sub-Fund or Class.

Unless otherwise provided for by law or herein, the resolutions of the General Meeting of a Sub-Fund or Class are passed by a simple majority vote of the Shareholders present or represented.

Art. 28. Termination and Amalgamation of Sub-Funds or Classes. In the event that, for any reason whatsoever, the value of the total net assets in any Sub-Fund(s) or Class(es) of Shares has decreased to, or has not reached, an amount determined by the Board to be the minimum level for such Sub-Fund(s) or Class(es), to be operated in an economically efficient manner; or in case of a substantial modification in the political, economic or monetary situation or as a matter of economic rationalization, the Board may decide to compulsorily redeem all the Shares of the relevant Sub-Fund(s) or Class(es) at the Net Asset Value (taking into account actual realization prices of investments and realization expenses) calculated with reference to the Valuation Day in respect of which such decision shall be effective. The Company shall serve a notice to Shareholders of the relevant Sub-Fund(s) or Class(es) prior to the effective date for the compulsory redemption, which will indicate the reasons and the procedure for the redemption operations. Where applicable and unless it is otherwise decided in the interests of or to keep equal treatment between the Shareholders, the Shareholders of the concerned Sub-Fund(s) or Class(es) may continue to request redemption of their Shares free of charge (but taking into account actual realization prices of investments and realization expenses) prior to the date effective for the compulsory redemption.

Notwithstanding the powers conferred to the Board by the preceding paragraph, and in any other circumstances, a General Meeting of any one or all Classes of Shares issued in any Sub-Fund may upon proposal from the Board, decide the redemption of all the Shares of the relevant Class(es) and refund to the Shareholders the NAV of their Shares (taking into account actual realization prices of Portfolio Investments and realization expenses) calculated with reference to the Valuation Day in respect of which such decision shall be effective. There shall be no quorum requirements for such General Meeting which shall decide by resolution taken by simple majority of those present or represented and voting at such meeting.

Assets which may not be distributed to their beneficiaries upon the implementation of the redemption will be deposited with the depositary of the Company for a period of nine (9) months thereafter; after such period, the assets will be deposited with the *caisse de consignation* on behalf of the persons entitled thereto.

Under the same circumstances as provided by the first paragraph of this article, the Board may decide to allocate the assets of the Company or of a Sub-Fund(s) to those of another existing Sub-Fund of the Company or another existing Luxembourg undertaking for collective investment organized under the provisions of the 2007 Law or the law dated 17 December 2010 concerning undertakings for collective investment, as amended (and replacing the law dated 20 December 2002 concerning undertakings for collective investment), or one of the sub-funds within such other undertaking for collective investment (the "new fund" or "new sub-fund"), and to redesignate the Shares of the concerned Sub-Fund(s) or Class(es) as Shares of the new fund or new sub-fund (following a split or consolidation, if necessary, and the payment of the amount corresponding to any fractional entitlement to Shareholders). Such decision will be published in the same manner as described in the first paragraph of this article one month before its effectiveness (and, in addition, the publication will contain information in relation to the new fund or new sub-fund), in order to enable Shareholders to request redemption of their Shares, free of charge, during such period. Shareholders who have not requested redemption will be transferred *de jure* to the new fund or sub-fund.

Notwithstanding the powers conferred to the Board by the preceding paragraph, a contribution of the assets and of the then current and determined liabilities attributable to any Sub-Fund to another Sub-Fund within the Company, may be decided upon by a General Meeting of the relevant Sub-Fund and/or Class, for which there shall be no quorum requirements and which will decide upon such an amalgamation by resolution taken by simple majority of those present or represented and voting at such meeting, with the consent of the Board.

Furthermore, in other circumstances than those described in this article, a contribution of the assets and of the then current and determined liabilities attributable to the Company or the relevant Sub-Fund(s) to another undertaking for collective investment referred to in the fourth paragraph of this article or to a sub-fund within such other undertaking for collective investment shall require a resolution of the Shareholders of the relevant Sub-Fund(s) or Class(es). There shall be no quorum requirements for such General Meeting, which shall decide by resolution taken by simple majority of those present or represented and voting at such meeting, with the consent of the Board, except when such an amalgamation is to be implemented with a Luxembourg undertaking for collective investment of the contractual type (fonds commun de placement) or a foreign based undertaking for collective investment, in which case resolutions shall be binding only on such Shareholders who have voted in favor of such amalgamation.

Any request for subscription shall be suspended as from the moment of the announcement of the termination, the merger or the transfer of the relevant Sub-Fund(s) or Class(es).

All Shares which shall be redeemed in accordance with this article shall be cancelled.

Chapter VI. - General Provisions

Art. 29. Financial Year. The Company's financial year shall start on January 1st of each year and shall end on December 31st of each year.

The Company shall publish an annual report in accordance with the legislation in force.

At the latest one month prior to the Annual General Meeting, the Board will submit the Company's balance sheet and profit and loss account together with its report and such other documents as may be required by law to the independent auditor of the Company who will thereupon draw up its report.

At the latest 15 (fifteen) days prior to the Annual General Meeting, the balance sheet, the profit and loss account, the reports of the Board and of the independent auditor and such other documents as may be required by law shall be deposited at the registered office of the Company where they will be available for inspection by the Shareholders during regular business hours.

Art. 30. Distributions. The Board shall, within the limits provided by law and the Articles, determine how the results of the Company and its Sub-Funds shall be disposed of, and may from time to time declare distributions of dividends in compliance with the principles set forth in the Private Placement Memorandum.

Distributions may only be made provided the net assets of the Company do not fall below the minimum subscribed capital prescribed by the 2007 Law, i.e. one million two hundred and fifty thousand Euro (EUR 1,250,000.-).

For any Class entitled to distributions, the Board may decide to pay interim dividends in compliance with the conditions set forth by law, the Articles and Private Placement Memorandum.

Payments of distributions to Shareholders shall be made to their addresses in the Register.

Distributions may be paid in such currency and at such time and place that the Board shall determine from time to time. The Board may also decide, subject to the terms and conditions of the Private Placement Memorandum, to distribute new Shares of pre-existing or new Classes in lieu of cash dividends, or to redeem a percentage of the Shares in issue, as further determined in the Private Placement Memorandum.

Any dividend distribution that has not been claimed within five (5) years of its declaration shall be forfeited and revert to the Class(es) issued by the Company or a given Sub-Fund.

No interest shall be paid on a dividend declared by the Company and kept by it at the disposal of its beneficiary.

Art. 31. Auditor. The Company shall have the accounting data contained in the annual report inspected by a Luxembourg independent auditor ("réviseur d'entreprises agréé") appointed by the General Meeting, which shall set its remuneration, paid by the Company. The auditor shall fulfill all duties prescribed by the 2007 Law and any other applicable Luxembourg law.

Art. 32. Depositary Bank. The Company will appoint a Luxembourg depositary bank which meets the requirements of the 2007 Law.

The depositary bank shall fulfill the duties and responsibilities as provided for by the 2007 Law.

Art. 33. Winding-up/Liquidation. The Company may at any time upon proposition of the Board be dissolved by a resolution of the General Meeting subject to the quorum and majority requirements necessary for amending the Articles.

Whenever the share capital falls below two-thirds (2/3) of the minimum capital provided for by the 2007 Law, the question of the dissolution of the Company shall be referred to the General Meeting by the Board. The General Meeting, for which no quorum shall be required, shall decide by simple majority of the votes of the Shares represented at the meeting.

The question of the dissolution of the Company shall further be referred to the General Meeting whenever the share capital falls below one-fourth (1/4) of the minimum capital provided for by the 2007 Law. In such an event, the General Meeting shall be held without any quorum requirements and the dissolution may be decided by Shareholders holding one-fourth (1/4) of the votes of the Shares represented at the General Meeting.

The General Meeting must be convened so that it is held within a period of forty (40) days from ascertainment that the net assets of the Company have fallen below two-thirds (2/3) or one-fourth (1/4) of the legal minimum, as the case may be.

The liquidation of the Company shall be carried out by one or several liquidators, who may be physical persons or legal entities, appointed by the General Meeting which shall determine their powers and their compensation.

The liquidation will take place in accordance with applicable Luxembourg law. The net proceeds of the liquidation will be distributed to Shareholders in proportion to their rights.

At the end of the liquidation process of the Company, or after nine (9) months from the beginning of the liquidation process if it has not yet been terminated, any amounts that have not been claimed by the Shareholders will be paid into the caisse de consignation, which keep them available for the benefit of the relevant Shareholders during the duration provided for by law. After this period, the balance will return to the State of Luxembourg.

Art. 34. Applicable Law. In respect of all matters not governed by the Articles, the parties shall refer to the provisions of the 1915 Law, and the relevant law and regulations applicable to Luxembourg undertakings for collective investment, notably the 2007 Law.”.

Third resolution

The Sole Shareholder resolves to grant a power of attorney to said Régis Galiotto, to do anything necessary or incidental to effect the above resolutions.

Expenses

The expenses, costs, remuneration or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at approximately one thousand eight hundred Euros (EUR 1,800.-).

There being no other business on the agenda, the meeting was adjourned.

Whereof, this notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day appearing at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing person, known to the notary by surname, name, civil status and residence, the said person appearing signed together with us, the notary, the present original deed.

Signé: R. GALIOTTO et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 9 mai 2014. Relation: LAC/2014/21562. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 12 juin 2014.

Référence de publication: 2014083147/922.

(140098101) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 juin 2014.

**Trinistar Manchester S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. Lux 22 Starlight GBP S.à r.l.).**

Capital social: GBP 13.000,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 179.499.

In the year two thousand and fourteen, on the twenty-sixth day of the month of May.

Before Us, Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

Trinistar Holdings Lux S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with a share capital of thirteen thousand British Pounds (GBP 13,000), registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B168783 and with registered office at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg (the “Sole Shareholder”),

here represented by Mister Gianpiero SADDI, private employee, residing professionally at 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal on May 2014,

which proxy initialed “ne varietur” by the appearing party and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed, to be filed at the same time with the registration authorities.

The Sole Shareholder has requested the undersigned notary to document the following:

I. The Shareholder is the sole shareholder of Lux 22 Starlight GBP S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with a share capital of thirteen thousand British Pounds (GBP 13,000), registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B179499 and with registered office at 4, rue Dicks, L-1417 Luxembourg (the “Company”), incorporated by a deed received by

Maître Joseph ELVINGER, notary residing in Luxembourg, acting in replacement of Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg, who was absent but remained the depositary of the deed of incorporation of the Company, on July 30, 2013 and published in the Luxembourg Official Gazette, Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 2302 of September 19, 2013.

II. The Sole Shareholder recognized to be fully informed of the resolutions to be taken on the basis of the following agenda, which is known to the Sole Shareholder:

Agenda:

1. To amend the registered name of the Company, to be changed into "Trinistar Manchester S.à r.l." and to amend Article 1 of the Articles of Association of the Company to reflect such action;

2. To create two (2) classes of shares, namely the class A shares and the class B shares having the rights and privileges attached thereto as set out in the Company's articles of association, and to convert the five hundred (500) existing shares into four hundred eighty-four (484) class A shares and sixteen (16) class B shares, all of them being still held by the Sole Shareholder and to amend article 5.1 of the Company's articles of association in order to reflect the above.

3. To address remote board meetings by changing article 9.7 of the Company's articles of association by inserting the following new sentence at the end of article 9.7 as follows: "No manager may participate in any meeting if such manager is present for such meeting in the United Kingdom."

4. To amend the distribution rules of the Company by changing article 16.2 of the Company's articles of association as follows: "Under the terms and conditions provided by law and upon recommendation of the board of managers, the general meeting of the shareholders will determine how the remainder of the Company's annual net profits will be used in accordance with the law, any shareholder agreement as may be entered into and amended by the shareholders from time to time and these articles of association."

5. To amend the distribution rules at liquidation of the Company by changing the article 17.2 of the Company's articles of association as follows: "When the liquidation of the Company is closed, the assets of the Company will be attributed to the shareholders in accordance with the law, any shareholder agreement as may be entered into and amended by the shareholders from time to time and these articles of association."

6. To acknowledge the change of statutory seat to 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, as decided in a resolution voted by the Board of Managers on May 21, 2014.

7. To acknowledge the appointment of a new manager, Mrs Peggy Murphy, as decided in a resolution voted by the Shareholders on May 21, 2014.

8. Miscellaneous.

III. The Sole shareholder passed the following resolutions:

First resolution

The sole shareholder resolves to change the name of the Company, from "Lux 22 Starlight GBP S.à r.l." into «Trinistar Manchester S.à r.l.» and to amend Article 1 of the Articles of Association, which will henceforth read as follows:

« **Art. 1. Name.** There is formed a private limited liability company (société à responsabilité limitée) under the name "Trinistar Manchester S.à r.l." (the "Company"), which shall be governed by the laws of Luxembourg, in particular by the law dated August 10, 1915 on commercial companies as amended (the "Company Law") and by the present articles of association (the "Articles").

Second resolution

The Sole Shareholder resolved to create two (2) classes of shares, namely the class A shares and the class B shares, having the rights and privileges attached thereto as set out in the Company's articles of association, to convert the five hundred (500) existing shares into four hundred eighty-four (484) class A shares and sixteen (16) class B shares, all of them being still held by the Sole Shareholder and to amend article 5.1 of the Company's articles of association in order to reflect the above.

Article 5.1 of the Company's articles of association shall forthwith read as follows:

“ **Art. 5.1.** The Company's capital is set at thirteen thousand British Pounds (GBP 13,000), represented by four hundred eighty-four (484) class A shares and sixteen (16) class B shares in registered form with a nominal value of twenty-six Pound Sterling (GBP 26), all subscribed and fully paid-up.”

Third resolution

The Sole Shareholder resolves to address remote board meetings by amending the article 9.7 of the Company's articles of association by inserting the following new sentence at the end of the paragraph: "No manager may participate in any meeting if such manager is present for such meeting in the United Kingdom."

Article 9.7 of the Company's articles of association shall forthwith read as follows:

“ **Art. 9.7.** Any manager may participate in any meeting of the board of managers by telephone or video conference call or by any other similar means of communication that allows all the persons taking part in the meeting to identify,

hear and speak to each other. The participation in a meeting by these means is deemed equivalent to in-person participation at such meeting. No manager may participate in any meeting if such manager is present for such meeting in the United Kingdom.”

Fourth resolution

The Sole Shareholder resolves to amend the distribution rules of the Company by changing article 16.2 of the Company’s articles of association as follows: “Under the terms and conditions provided by law and upon recommendation of the manager, or in case of plurality of managers, the board of managers, the general meeting of the shareholders will determine how the remainder of the Company’s annual net profits will be used in accordance with the law, any shareholder agreement as may be entered into and amended by the shareholders from time to time and these articles of association.”

Article 16.2 of the Company’s articles of association shall forthwith read as follows:

“ **Art. 16.2.** Under the terms and conditions provided by law and upon recommendation of the manager, or in case of plurality of managers, the board of managers, the general meeting of the shareholders will determine how the remainder of the Company’s annual net profits will be used in accordance with the law, any shareholder agreement as may be entered into and amended by the shareholders from time to time and these articles of association.”

Fifth resolution

The Sole Shareholder resolves to amend the distribution rules at liquidation of the Company by changing article 17.2 of the Company’s articles of association as follows: “When the liquidation of the Company is closed, the assets of the Company will be attributed to the shareholders in accordance with the law, any shareholder agreement as may be entered into and amended by the shareholders from time to time and these articles of association.”

Article 17.2 of the Company’s articles of association shall forthwith read as follows:

“ **Art. 17.2.** “When the liquidation of the Company is closed, the assets of the Company will be attributed to the shareholders in accordance with the law, any shareholder agreement as may be entered into and amended by the shareholders from time to time and these articles of association.”

Sixth resolution

The Sole Shareholder resolves to ratify the decision taken by the managers of the Board in a resolution dated May 21, 2014 to transfer the statutory seat to 5 rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg with effect as of May 22, 2014.

Seventh resolution

The Sole Shareholder reminds its resolution dated May 21, 2014 to appoint Mrs Peggy Murphy, with professional address 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, as additional Manager of Trinistar Holdings Lux S.à r.l., with effect as of May 22, 2014 for an undetermined period.

Expenses

The expenses, costs, fees and charges which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at one thousand four hundred euro (EUR 1,400).

The undersigned notary, who speaks and understands English, states herewith that the present deed is worded in English followed by a French version at the request of the appearing person and in case of divergences between the two versions, the English version will prevail.

Whereof the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing in Luxembourg, who is known to the notary, by his surname, first name, civil status and residence, has signed together with the notary the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L’an deux mille quatorze, le vingt-sixième jour du mois de mai.

Par-devant Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

Trinistar Holdings Lux S.à r.l., une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, avec un capital social de treize mille Livres Sterling (GBP 13.000), immatriculée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro B168783 et avec siège social au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg (l’«Associé Unique»),

ici représentée par Monsieur Gianpiero SADDI, employé privé, demeurant professionnellement au 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg, en vertu d’une procuration sous seing privée, signée en date de mai 2014, laquelle procuration signée «ne varietur» restera annexée au présent acte pour être soumis avec lui aux formalités de l’enregistrement.

L’Associé Unique a requis le notaire instrumentant d’acter ce qui suit:

I. L’Associé Unique est le seul associé de Lux 22 Starlight GBP S.à r.l., une société à responsabilité limitée régie par le droit du Grand-Duché de Luxembourg, avec un capital social de treize mille Livres Sterling (GBP 13.000), avec siège social

au 4, rue Dicks, L-1417 Luxembourg (la «Société»), immatriculée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro B179499, constituée suivant acte reçu par Maître Joseph ELVINGER, notaire de résidence à Luxembourg, agissant en remplacement de Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, absente mais qui est restée le dépositaire de l'acte de constitution de la Société en date du 30 juillet 2013 et publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 2302 du 19 Septembre 2013.

II. L'Associé Unique a reconnu avoir été entièrement informé des résolutions à prendre sur la base de l'ordre du jour suivant, connu de l'Associé Unique:

Ordre du jour:

1. Modification de la dénomination sociale de la société, à changer en «Trinistar Manchester S.à r.l.»; et modification de l'article 1^{er} des statuts de la société en conséquence.

2. Création de deux (2) catégories de parts sociales, à savoir les parts sociales de catégorie A et les parts sociales de catégorie B avec les droits et privilèges y attachés tels prévus dans les statuts de la Société, et conversion des cinq cents (500) parts sociales existantes en quatre cent quatre-vingt-quatre (484) parts sociales de catégorie A et seize (16) parts sociales de catégorie B, chacune d'entre elles étant toujours détenue par l'Associé Unique et modification de l'article 5.1 des statuts de la Société afin de refléter les points ci-dessus.

3. Adresser les réunions du conseil de gérance à distance par la modification de l'article 9.7 des statuts de la Société par l'insertion d'une nouvelle phrase à la fin de cet article comme suit: «Aucun gérant ne peut participer à une réunion si ce gérant est présent à cette réunion au Royaume-Uni.»

4. Modification des règles de distribution de la Société par la modification de l'article 16.2 des statuts de la Société comme suit: «Selon les termes et conditions prévus par la loi et sur recommandation du conseil de gérance, l'assemblée générale des actionnaires déterminera comment le solde des bénéfices nets annuels de la Société sera utilisé conformément à la loi, tout pacte d'actionnaire tel qu'il peut être conclu et modifié entre actionnaires de temps à autre et aux statuts.»

5. Modification des règles de distribution à la liquidation de la Société par la modification de l'article 17.2 des statuts de la Société comme suit: «Lorsque la liquidation de la Société est terminée, les avoirs de la Société seront attribués aux actionnaires conformément à la loi, tout pacte d'actionnaire tel qu'il peut être conclu et modifié entre actionnaires de temps à autre et aux statuts.»

6. Ratification de la décision du Conseil de Gérance réuni du 21 mai 2014 concernant le transfert du siège social au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg;

7. Ratification de la nomination de Madame Peggy Murphy, telle que décidée dans une résolution des associés le 21 mai 2014.

8. Divers.

III. L'Associé Unique a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'associé unique décide de changer la dénomination sociale de la société, de «Lux 22 Starlight GBP S.à r.l.» en «Trinistar Manchester S.à r.l.» et de modifier l'article 1^{er} des statuts pour lui donner la teneur suivante:

Art. 1^{er}. Dénomination. Il est formé une société à responsabilité limitée sous la dénomination «Trinistar Manchester S.à r.l.» (la «Société»), qui sera régie par les lois du Luxembourg, en particulier par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales telle que modifiée (la «Loi») et par les présent statuts (les «Statuts»).

Deuxième résolution

L'Associé Unique a décidé de créer deux (2) catégories de parts sociales, nommément les parts sociales de catégorie A et les parts sociales de catégorie B avec les droits et privilèges y attachés tels prévus dans les statuts de la Société, de convertir les cinq cents (500) parts sociales existantes en quatre cent quatre-vingt-quatre (484) parts sociales de catégorie A et seize (16) parts sociales de catégorie B, chacune d'entre elles étant toujours détenue par l'Associé Unique et de modifier de l'article 5.1 des statuts de la Société afin de refléter les points ci-avant.

L'article 5.1 des statuts de la Société aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 5.1.** Le capital social est fixé à treize mille Livres Sterling (GBP 13.000) représenté par quatre cent quatre-vingt-quatre(484) parts sociales de catégorie A et seize (16) parts sociales de catégorie B sous forme nominative, d'une valeur nominale de vingt-six Livres Sterling (GBP 26), toutes souscrites et entièrement libérées.»

Troisième résolution

L'Associé Unique a décidé d'adresser les réunions du conseil de gérance à distance de la Société par la modification de l'article 9.7 des statuts de la Société par l'insertion de la nouvelle phrase suivante à la fin du paragraphe: «Aucun gérant ne peut participer à une réunion si ce gérant est présent à cette réunion au Royaume-Uni.»

L'article 9.7 des statuts de la Société aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 9.7.** Tout gérant peut participer à la réunion du conseil de gérance par téléphone ou vidéo conférence ou par tout autre moyen de communication similaire, ayant pour effet que toutes les personnes participant à la réunion peuvent s'identifier, s'entendre et se parler. La participation à la réunion par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à la réunion. Aucun gérant ne peut participer à une réunion si ce gérant est présent à cette réunion au Royaume-Uni.»

Quatrième résolution

L'Associé Unique a décidé de modifier les règles de distribution de la Société par la modification l'article 16.2 des statuts de la Société comme suit: «Selon les termes et conditions prévus par la loi et sur recommandation du conseil de gérance, l'assemblée générale des actionnaires déterminera comment le solde des bénéfices nets annuels de la Société sera utilisé conformément à la loi, tout pacte d'actionnaire tel qu'il peut être conclu et modifié entre actionnaires de temps à autre et aux statuts.»

L'article 16.2 des statuts de la Société aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 16.2.** Selon les termes et conditions prévus par la loi et sur recommandation du conseil de gérance, l'assemblée générale des actionnaires déterminera comment le solde des bénéfices nets annuels de la Société sera utilisé conformément à la loi, tout pacte d'actionnaire tel qu'il peut être conclu et modifié entre actionnaires de temps à autre et aux statuts.»

Cinquième résolution

L'Associé Unique a décidé de modifier les règles de distribution lors de la liquidation de la Société par la modification de l'article 17.2 des statuts de la Société comme suit: «Lorsque la liquidation de la Société est terminée, les avoirs de la Société seront attribués aux actionnaires conformément à la loi, tout pacte d'actionnaire tel qu'il peut être conclu et modifié entre actionnaires de temps à autre et aux statuts.»

L'article 17.2 des statuts de la Société aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 17.2.** Lorsque la liquidation de la Société est terminée, les avoirs de la Société seront attribués aux actionnaires conformément à la loi, tout pacte d'actionnaire tel qu'il peut être conclu et modifié entre actionnaires de temps à autre et aux statuts.»

Sixième résolution

L'associé unique décide de ratifier la décision votée par les gérants dans une résolution du Conseil de gérance tenue le 21 mai 2014, ayant transféré le siège social au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg avec date effective du 22 mai 2014.

Septième résolution

L'associé unique rappelle sa résolution en date du 21 mai 2014 de nommer Madame Peggy Murphy, avec adresse professionnelle 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, en tant que nouveau membre du Conseil de gérance de la société Trinistar Holdings Lux S.à r.l. avec date effective du 22 mai 2014 et pour une période indéterminée.

Frais

Les frais, dépenses, honoraires et charges de toute nature payables par la Société en raison du présent acte sont évalués approximativement à mille quatre cents euros (EUR 1,400).

Le notaire instrumentant, qui connaît la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande des comparants ci-avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, le texte étant suivi d'une version française, et qu'à la demande des mêmes comparants, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise prévaudra.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire instrumentant par nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: G. Saddi et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 30 mai 2014. Relation: LAC/2014/25202. Reçu soixante-quinze euros Eur 75.-

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, aux fins d'inscription au Registre de Commerce.

Luxembourg, le 13 juin 2014.

Référence de publication: 2014083158/235.

(140098178) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 juin 2014.

ERE III fourteen S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 68-70, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 155.042.

In the year two thousand and fourteen, on the twentieth day of May.

Before Us, Maître Jean-Joseph WAGNER, notary, residing in Sanem, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

- Home Investment SP. Z.O.O., a limited liability company incorporated under Polish law whose registered office is at ul. Sienna 39, 00-121 Warsaw, Poland and which is registered with company number 52627 with the Warsaw company register ("HI");

duly represented by Mr Eric Biren, residing in Luxembourg, by virtue of proxies given on 15 May 2014.

The said proxy, signed "ne varietur" by the proxyholder of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed with the registration authorities.

- Europa Real Estate III S.à r.l., a "société à responsabilité limitée", existing under Luxembourg law, established and having its registered office at 68-70, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies with number B 136325 ("ERE III"); and

- ERE III - N°2 S.à r.l., a "société à responsabilité limitée", existing under Luxembourg law, established and having its registered office at 68-70, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies with number B 137235 ("ERE n°2");

both duly represented by Mr Eric Biren, previously named, Manager of ERE III and ERE n°2.

Such appearing parties are all of the shareholders (the "Shareholders") of "ERE III fourteen S.à r.l." (hereinafter the "Company") a "société à responsabilité limitée" having its registered office at 68-70, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under the number B 155042, incorporated pursuant to a deed of the undersigned notary on 17 August 2010, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 2116, page 101532, of 8 October 2010, and whose articles (the "Articles") have been amended pursuant to a deed of the undersigned notary on 21 August 2012, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 2444, page 117266, of 2 October 2012.

The agenda of the meeting was the following:

Agenda

1) Decision to increase the issued share capital of the Company with an amount of one hundred euros (EUR 100.00) in order to raise it from its current amount of twelve thousand six hundred euros (EUR 12,600.00) to twelve thousand seven hundred euros (EUR 12,700.00) by creating and issuing new shares with nominal value of one euro (EUR 1.00) each (the "New Shares") issued with a share premium of four hundred one thousand seventy-six euros and twenty cents (EUR 401,076.20), by contribution in cash;

2) Decision to amend Article 6.1. of the articles of association of the Company;

3) Miscellaneous.

After due and careful deliberation, the following resolution was taken unanimously:

First resolution

The Shareholders have resolved to increase the issued share capital of the Company with an amount of one hundred euros (EUR 100.-) in order to raise it from its current amount of twelve thousand six hundred euros (EUR 12,600.-) to twelve thousand seven hundred euros (EUR 12,700.-) by creating and issuing new shares with nominal value of one euro (EUR 1.-) each (the "New Shares") and in particular by creating and issuing ninety (90) new A Shares with a nominal value of one euro (EUR 1.-) each (the "New A Shares") and ten (10) new B Shares with a nominal value of one euro (EUR 1.-) each (the "New B Shares"), issued with a share premium of four hundred one thousand seventy-six euros and twenty cents (EUR 401,076.20), by contribution in cash.

Subscription and payment

ERE III, abovementioned, declared to subscribe and fully pay in for all of the ninety (90) New A Shares with a share premium amounting to three hundred ninety-five thousand sixty-eight euros and fifty-six cents (EUR 395,068.56) paid by it by a cash contribution.

HI, abovementioned, declared to subscribe and fully pay in for all of the ten (10) New B Shares with a share premium amounting to six thousand seven euros and sixty-four cents (EUR 6,007.64) paid by it by a cash contribution.

The total amount of four hundred one thousand one hundred seventy-six euros and twenty cents (EUR 401,176.20) is at the free disposal of the Company has been given to the Notary, who expressly acknowledges receipt of the proof of payment.

Second resolution

The Shareholders have resolved to amend Article 6.1. of the Articles of the Company as follows:

“ **6.1.** The subscribed capital is fixed at twelve thousand seven hundred Euro (EUR 12,700.-) divided into eleven hundred thousand four hundred thirty (11,430) class A shares (the "Class A Shares") and one thousand two hundred seventy (1,270) class B shares (the "Class B Shares"), all shares having a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each. The Class A and B Shares are together referred to as the "Shares". The holder(s) of Class A Shares shall be referred to as the "Class A Shareholder(s)" and the holder(s) of Class B Shares shall be referred to as the "Class B Shareholder(s)". The Class A Shareholder(s) and the Class B Shareholder(s) shall together be referred to as the "Shareholders".

Costs and expenses

The costs, expenses, remuneration or charges of any form whatsoever incumbent to the Company and charged to it by reason of the present deed are assessed to three thousand euro.

Whereof, the present deed is drawn up in Luxembourg, on the day stated at the beginning of this document.

The undersigned notary who speaks and understands English, states herewith that the present deed is worded in English, followed by a French version; on request of the appearing parties and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

The document having been read to the proxyholder of the appearing parties known to the notary by her name, first name, civil status and residence, the proxyholder of the appearing parties signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède

L'an deux mille quatorze, le vingt mai.

Par-devant Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à Sanem, Grand-Duché de Luxembourg.

ONT COMPARU

- Home Investment SP. Z.O.O., une société à responsabilité limitée de droit polonais, établie et ayant son siège social à ul. Sienna 39, 00-121 Varsovie, Pologne et qui est enregistrée auprès du Registre des Sociétés numéro 52627 ("HI"); représentée par Monsieur Eric Biren, résidant à Luxembourg, en vertu d'une procuration délivrée le 15 mai 2014.

Ladite procuration, après avoir été signée "ne varietur" par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être enregistrée avec lui auprès des autorités d'enregistrement.

- Europa Real Estate III S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, établie et ayant son siège social au 68-70 boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg, enregistrée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg numéro B 136325 ("ERE III"); et

- ERE III - N°2 S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, établie et ayant son siège social au 68-70 boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg, enregistrée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg numéro B 137235 ("ERE n°2");

les deux représentées par Monsieur Eric Biren, prénommé, en sa qualité de gérant de ERE III et ERE n°2.

Lesquelles parties comparantes sont tous les associés (les "Associés") de ERE III fourteen S.à r.l. (ci-après la "Société"), une société à responsabilité limitée ayant son siège social au 68-70, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B155042, constituée suivant acte reçu par le notaire soussigné en date du 17 août 2010, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2116, page 101532, du 8 octobre 2010, dont les statuts (les "Statuts") ont été modifiés suivant acte reçu par le notaire soussigné en date du 21 août 2012, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2444, page 117266, du 02 octobre 2012,

L'ordre du jour de l'assemblée était le suivant:

Ordre du jour

1) Décision d'augmenter le capital social émis de la Société d'un montant de cent euros (EUR 100,-) afin de le porter de son montant actuel de douze mille six cents euros (EUR 12,600,-) à douze mille sept cents euros (EUR 12,700,-) par la création et l'émission de nouvelles parts sociales d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) (les "Nouvelles Parts Sociales"), émises avec une prime d'émission de quatre cent un mille soixante seize euros et vingt centimes (EUR 401,076.20), par un apport en numéraire;

2) Décision de modifier l'article 6.1. des statuts de la Société;

3) Divers.

Après délibération, les résolutions suivantes furent prises à l'unanimité:

Première résolution

Les Associés ont décidé d'augmenter le capital social émis de la Société d'un montant de cent euros (EUR 100,-) afin de le porter de son montant actuel de douze mille six cents euros (EUR 12,600,-) à douze mille sept cents euros (EUR

12,700,-) par la création et l'émission de nouvelles parts sociales d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) (les "Nouvelles Parts Sociales") et en particulier par la création et l'émission de quatre-vingt-dix (90) nouvelles Parts Sociales de Classe A d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune (les "Nouvelles Parts Sociales de Classe A") et dix (10) nouvelles Parts Sociales de Classe B d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune (les "Nouvelles Parts Sociales de Classe B"), émises avec une prime d'émission de quatre cent un mille soixante-seize euros et vingt centimes (EUR 401,076.20), par un apport en numéraire.

Souscription et paiement

ERE III, précité, a déclaré souscrire et payer entièrement les quatre-vingt-dix (90) Nouvelles Parts Sociales de Classe A avec une prime d'émission d'un montant de trois cent quatre vingt quinze mille soixante-huit euros et cinquante-six centimes (EUR 395,068.56) payé par un apport en numéraire.

HI, précité, a déclaré souscrire et payer entièrement les dix (10) Nouvelles Parts Sociales de Classe B avec une prime d'émission d'un montant de six mille sept euros et soixante-quatre centimes (EUR 6,007.64) payé par un apport en numéraire.

La somme de quatre cent un mille cent soixante-seize euros et vingt centimes (EUR 401,176.20) est à la libre disposition de la Société a été donnée au Notaire, qui reconnaît expressément réception de la preuve du paiement.

Deuxième résolution

Les Associés ont décidé de modifier de l'article 6.1. des statuts comme suit:

6.1. Le capital social souscrit est fixé à douze mille sept cents euros (12.700,- EUR) divisé en onze mille quatre cent trente (11,430) parts sociales de classe A (les «Parts Sociales de Classe A») et mille deux cent soixante-dix (1.270) parts sociales de classe B, (les «Parts Sociales de Classe B»), l'ensemble des parts sociales ayant une valeur nominale d'un Euro (EUR 1,-) chacune. Les Parts Sociales de Classe A et de Classe B sont définies ensemble en tant que les «Parts Sociales». Les détenteurs de Parts Sociales de Classe A sont définis en tant que les «Associés de Classe A» et les détenteurs de Parts Sociales de Classe B sont définis en tant que les «Associés de Classe B». Les Associés de Classe A et les Associés de Classe B sont définis en tant que les «Associés».

Frais et Dépenses

Les frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la Société et mis à sa charge en raison des présentes, sont estimés à trois mille euros.

DONT ACTE, passé à Luxembourg, les jours, mois et an figurant en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande des parties comparantes, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande des même parties comparantes et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, ce dernier fait foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire des parties comparantes, connu du notaire instrumentant par nom, prénom usuel, état et demeure, le mandataire des parties comparantes a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: E. BIREN, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 23 mai 2014. Relation: EAC/2014/7257. Reçu soixante-quinze Euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): SANTIONI.

Référence de publication: 2014079105/147.

(140093424) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juin 2014.

Lafayette S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1623 Luxembourg, 4, rue Génistre.

R.C.S. Luxembourg B 3.042.

Extrait du Procès-verbal relatif aux résolutions circulaires du Conseil d'administration de Lafayette S.A le 16 mai 2014

Résolution prise:

- Nomination à l'unanimité de Monsieur Erny GILLEN, demeurant professionnellement 4 rue Génistre, L-1623 Luxembourg, comme Président du Conseil d'administration.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 19 mai 2014.

Bernadette REUTER-WAGNER / Erny GILLEN

Administrateur / Président du Conseil d'administration

Référence de publication: 2014080068/15.

(140093987) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 juin 2014.

Kheops Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 138.020.

DISSOLUTION

L'an deux mille quatorze, le cinq juin.

Par-devant Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

La société OLEIUM (7330634 Canada Inc), ayant son siège social au 1800 Mc Gill College Avenue, Suite 2108, H3A3J6, Montreal, Quebec, Canada, (l'Actionnaire Unique)

ici dûment représenté par Mme. Sophie HENRYON, employée privée, demeurant professionnellement à Esch-sur-Alzette, en vertu d'une procuration sous seing privé.

Laquelle procuration après signature ne varietur par le mandataire et le notaire instrumentaire, demeurera annexée au présent acte pour y être soumis ensemble aux formalités de l'enregistrement.

Laquelle partie comparante, par son mandataire, a requis le notaire instrumentaire d'acter que:

- l'Actionnaire Unique détient toutes les actions de KHEOPS INVEST S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 138.020, constituée le 01 avril 2008 suivant acte reçu par-devant Maître Joëlle BADEN, notaire de résidence à Luxembourg, et publié au Mémorial, Recueil spécial C n° 1230 du 21 mai 2008 (la Société);

- les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois en vertu d'un acte notarié du 10 juin 2010, par-devant Maître Joëlle BADEN, et publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, C n° 1690 du 19 août 2010;

- le capital social de la Société est fixé à soixante mille euros (EUR 60.000,-) représenté par six cent (600) actions d'une valeur nominale de Euro cent (EUR 100) chacune;

- l'Actionnaire Unique déclare approuver la situation comptable de la société au 30 mai 2014, dont une copie du bilan reste ci-annexée;

- par la présente l'Actionnaire Unique prononce la dissolution anticipée de la Société avec effet immédiat;

- l'Actionnaire Unique assume le rôle de liquidateur de la Société;

- l'Actionnaire Unique, en sa qualité de liquidateur de la Société, déclare que l'activité de la Société a cessé, qu'il est investi de tout l'actif, que le passif connu de la Société a été réglé ou provisionné et qu'il s'engage expressément à prendre à sa charge tout passif pouvant éventuellement encore exister à charge de la Société, impayé ou inconnu à ce jour, avant tout paiement à sa propre personne;

- l'Actionnaire Unique renonce à la formalité de la nomination d'un commissaire à la liquidation et à la préparation d'un rapport du commissaire à la liquidation;

- partant la liquidation de la Société est à considérer comme faite et clôturée;

- le comparant a pleinement connaissance des statuts de la Société et il connaît parfaitement la situation financière de celle-ci;

- le comparant donne décharge pleine et entière aux administrateurs de la Société pour leur mandat à compter de la date de leur nomination respectives jusqu'à la date de la présente assemblée; et

- les documents et pièces relatifs à la Société dissoute seront conservés durant cinq (5) ans à compter de la date de la présente assemblée au siège de la Société, soit au 412F route d'Esch, L-2086 Luxembourg;

- les mandataires de l'Actionnaire unique pourront procéder à l'annulation du registre des actionnaires nominatifs de la société et ceci en présence du notaire instrumentant.

Dont acte, fait et passé à Esch-sur-Alzette, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite au mandataire de la comparante, celle-ci a signé avec nous notaire le présent acte.

Signé: Henryon, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 11 juin 2014. Relation: EAC/2014/8114. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): M. Halsdorf.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2014082385/51.

(140097409) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2014.